

LES STRUCTURES AGRICOLES DANS LA C.E.E

INFORMATIONS INTERNES

16

Mars 1963

AIDES FINANCIERES DE L'ETAT POUR LA MECANISATION DE L'AGRICULTURE FINANZIELLE HILFE DES STAATES FÜR DIE MECHANISIERUNG

C.E.E. COMMISSION

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE
DIRECTION DES STRUCTURES AGRICOLES - DIVISION: DEVELOPPEMENT DE L'EQUIPEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

AIDES FINANCIERES DE L'ETAT POUR LA MECANISATION DE L'AGRICULTURE
FINANZIELLE HILFE DES STAATES FÜR DIE MECHANISIERUNG

PARTIE A - TEIL A

Aides financières relatives à la mécanisation en général.
Allgemeine finanzielle Hilfe für die Mechanisierung

I Subventions - Subventionen

1) Allemagne - Deutschland	.....	4 - 6	
} France - Frankreich	.....	7	
} Italie - Italien	.....	8 - 13	

II Bonification des intérêts - Zinsverbilligungsmittel

1) Allemagne - Deutschland	.....	4 - 6	
2) Luxembourg - Luxemburg	.....	14	

III Prêts - Darlehen

1) Allemagne - Deutschland	.....	4 - 6	15
2) Belgique - Belgien	.....	16	
3) France - Frankreich	.....	17	
4) Italie - Italien	.....	18	

PARTIE B - TEIL B

Aides financières relatives aux objets spéciaux
Finanzielle Hilfen für Spezialmaßnahmen

I Utilisation collective des machines - Gemeinschaftliche Maschinenbenutzung

1) Allemagne - Deutschland	.....	20 - 23	
2) Belgique - Belgien	.....	24 - 26	
3) Luxembourg - Luxemburg	.....	27 - 28	
4) Pays-Bas - Niederlande	.....	29	

II Installations pour le refroidissement du lait et pour la traite
Milchkühl- und Melkeinrichtungen

1) Allemagne - Deutschland	.....	30	
2) Belgique - Belgien	.....	31	

TABLE DE MATIERES - INHALTSVERZEICHNIS

	<u>Suite</u>	-	<u>Fortsetzung</u>	<u>Page</u>	<u>Seite</u>
III. <u>Matériel fossoyeur - Grabenräumungsgeräte</u>					
Allemagne - Deutschland				32	
IV. <u>Appareils de protection contre les gelées - Beispielsfrostschutzanlagen</u>					
Allemagne - Deutschland				33	
V. <u>Silos de fourrage vert, Installations de séchage - Grünfuttersilos und Trocknungseinrichtungen</u>					
Allemagne - Deutschland				34	
Luxembourg - Luxemburg				35	
<u>PARTIE C - TEIL C</u>					
Aides financières pour l'achat des carburants - Finanzielle Hilfen des Staates für den Einkauf von Treibstoffen					36
Allemagne - Deutschland				37-38	
France - Frankreich				39-40	
Italie - Italien				41-42	
<u>PARTIE D - TEIL D</u>					
Totaux des résultats - Zusammengefasste Ergebnisse					
I. Subventions et bonifications des intérêts - total et par 100 ha SAC					44
Subventionen und Zinsverbilligungsmittel - insgesamt und je 100 ha LN					
II. Prêts - total et par 100 ha SAC					45
Kredite - insgesamt und je 100 ha LN					
III. Taux de change utilisés - Angewandte Umrechnungskurse					46

Tous les renseignements par pays contenus dans le présent document ont été fournis par les représentants des gouvernements des pays-membres de la C.E.E. appartenant au Groupe de travail "Mécanisation de l'Agriculture"

Die in diesem Dokument je Mitgliedstaat wiedergegebenen Unterlagen wurden von den Regierungsvertretern der EWG-Mitgliedstaaten, die der Arbeitsgruppe "Mechanisierung der Landwirtschaft" angehören, zur Verfügung gestellt.

PARTIE A - TEIL A

AIDES FINANCIERES RELATIVES A LA MECANISATION EN GENERALE

ALLGEMEINE FINANZIELLE HILFEN FÜR DIE MECHANISIERUNG

Objet : Mécanisation de l'Agriculture
 Massnahme Technisierung und Mechanisierung der Landwirtschaft

Région : Bavière
 Region Bayern

VI/2637/62-F/D
 Rev. 1

Source de financement : Budget de l'Etat Bavière (en mille DM)
 Finanzierungsquelle Landesmittel (in Tausend DM)

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Prêts Darlehen	-	-	-	-	-	-	-	172 A ^x	552 A ^x	579 A ^x	620 A ^x 750 B ^x
Bonification des intérêts Zinsverbilligungs- mittel	-	-	-	-	-	-	2,80	402 C	899 C	794 C	416 C
Subventions	-	-	-	-	-	120 D	996 D	1 677 D	1 430 D	1 647 D	817 D

x) dont env. 30 à 40% pour la mécanisation
 davon etwa 30-40 vH für die Mechanisierung

Suite de la page 4 "CONDITIONS D'ALLOCATION"

Conditions
d'allocation

- A. Conditions de crédit concernant l'octroi de petits crédits agricoles en liaison avec l'action en faveur de l'orientation de l'économie, à charge de fonds du programme 1957 d'aide de la Bavière aux régions frontalières (Wirtschaftsberatung; aus Mitteln des Bayerischen Grenzhilfsprogramms 1957).
- B. Directives en matière d'octroi à charge du budget bavarois de petits crédits agricoles en liaison avec l'action en faveur de l'orientation de l'économie concernant l'application de mesures de rationalisation dans les régions agricoles en voie de développement (Wirtschaftsberatung für Rationalisierungsmaßnahmen in landw. Förderungsgebieten aus bayerischen Haushaltsmitteln).

Les crédits prévus dans le cadre de ces deux programmes A et B sont exclusivement accordés aux exploitations agricoles familiales situées dans les régions défavorisées par la nature. Les demandes de crédit ne peuvent être présentées que par les propriétaires ou locataires d'exploitations agricoles familiales. Les crédits peuvent être accordés pour tout investissement en faveur des bâtiments ou d'autres installations d'exploitation considéré par le service d'orientation de l'agriculture (Wirtschaftsberatung in der Landwirtschaft) comme nécessaire pour aboutir à une rationalisation profonde de l'exploitation. Les prestations de l'exploitant ou du propriétaire doivent atteindre au moins 20 % du coût total de la mesure de rationalisation envisagée.

Conditions d'octroi du crédit :

- a) Montant du crédit : minimum 1.000 DM
maximum 5.000 DM
- b) Taux d'intérêt : 2,5 % par an, et 2 % à partir de 1959
- c) Montant versé : 100 %
- d) Durée de validité : selon le montant du crédit et la capacité financière de l'exploitation, soit :
5 ans comportant une année d'exemption de remboursement (amortissement après l'année d'exemption de remboursement ; à raison de 25 % par an, intérêts économisés en sus) ou 10 ans comportant une année d'exemption de remboursement (Amortissement après cette année d'exemption : à raison de 10 % par an, intérêts économisés en sus).
- e) Garanties : cautionnement par un organisme ou un établissement de droit public ou garantie hypothécaire.

Progrès technique et mécanisation dans l'agriculture

c) Réduction des intérêts : Les locataires et propriétaires d'exploitations agricoles peuvent obtenir une réduction d'intérêts de 2,5 % pour la première acquisition de machines, d'équipements ou d'installations agricoles ou domestiques importants et ce pour un crédit ne dépassant pas les 2/3 du coût effectif (documents justificatifs à l'appui) de ces acquisitions. Le prix d'achat doit dans chaque cas s'élever, dans l'ensemble, à 2.500 DM, tandis que le montant total du crédit alloué à une exploitation agricole, ne peut, en général, pas dépasser 20.000 DM. La durée de validité des crédits sera adapté aux nécessités particulières à chacun des cas.

Les crédits dont la validité est inférieure à 18 mois ne pourront pas bénéficier de cette réduction d'intérêt.

La durée de validité de la réduction d'intérêt ne pourra pas dépasser 5 ans (Avis du Ministère d'Etat bavarois pour le ravitaillement, l'agriculture et les forêts, no 1163 du 4 juillet 1956, III, directives concernant l'octroi de réductions d'intérêt aux exploitations individuelles).

d) Subventions à l'acquisition de matériel

- en faveur des organismes d'utilisation collective de machines à usages agricoles et domestiques ; des coopératives et des entreprises de louage de services agricoles,

- à concurrence de 10 % du coût total effectif (prouvé) des acquisitions,

- à la condition que les acquisitions prévues de machines importantes permettent d'aboutir à un rendement économique correspondant de l'exploitation,

- que le prix d'achat soit inférieur à 1.000 DM et que l'on n'ait pas déjà fait appel à d'autres subventions à charge de fonds fédéraux ou de fonds du Land (les réductions d'intérêt non comprises) Ces sommes doivent être remboursées pour le cas où deux ans après réception de la subvention l'organisme d'intérêt collectif était dissout ou que l'objet acquis n'était plus utilisé en commun.

(Avis du Ministère d'Etat bavarois pour le ravitaillement, l'agriculture et les forêts, no 1163 du 4 juillet 1956. IV. Directives concernant l'octroi de subventions (interventions) à l'achat ; en faveur d'organismes d'utilisation collective de machines à usages agricoles et domestiques, de coopératives et d'entreprises de louage de services agricoles).

Changements des conditions d'allocation :

1957 : subvention jusqu'à 10 %, au maximum 1.000 DM (prix d'achat au moins 2.500 DM) en faveur d'organismes d'utilisation collective de machines à usages agricoles et domestiques et de coopératives.

1958 : subvention jusqu'à 15 %, au maximum 2.000 DM, en cas spécial 3.000 DM en faveur de mêmes organismes qu'en 1957.

1959 et 1960 : voir 1958 ; un supplément en faveur des exploitations individuelles pour l'achat des motofaucheuses (300 DM par pièce ainsi qu'en faveur du commerce et des coopératives pour l'installation des silos à chaux (1500 DM par silo)

Bewilligungs-
bedingungen.

- A. Kreditbedingungen für die Gewährung von landwirtschaftlichen Kleinkrediten im Zusammenhang mit der Wirtschaftsberatung aus Mitteln des bayerischen Grenzhilfeprogramms 1957.
- B. Richtlinien für die Gewährung von landwirtschaftlichen Kleinkrediten im Zusammenhang mit der Wirtschaftsberatung für Rationalisierungsmaßnahmen in landwirtschaftlichen Förderungsgebieten aus bayerischen Haushaltsmitteln.

Die Kredite aus beiden Programmen A und B werden nur an bäuerliche Familienbetriebe in von Natur benachteiligten Gebieten ausgegeben. Zur Antragstellung sind nur Eigentümer oder Pächter von bäuerlichen Familienbetriebe berechtigt. Die Kredite können für jede von der Wirtschaftsberatung in der Landwirtschaft zur Erreichung einer wesentlichen Rationalisierung für erforderlich gehaltene Investitionen in Haus und Hof gewährt werden. Die Eigenleistung soll mindestens 20 v. H. der Gesamtkosten der Massnahme betragen.

Kreditbedingungen :

- a) Kreditbetrag : mindestens 1.000 DM, höchstens 5.000 DM
- b) Zinssatz : 2,5 v. H. jährlich, ab 1959 2 v. H. jährlich
- c) Auszahlung : 100 v. H.
- d) Laufzeit : je nach Kredithöhe und Leistungsfähigkeit des Betriebes entweder
5 Jahre mit einem Tilgungsfreien Jahr (Tilgung nach Ablauf des Freijahres mit 24 v. H. jährlich zuzüglich ersparter Zinsen)
oder
10 Jahre mit einem Tilgungsfreien Jahr
(Tilgung nach Ablauf des Freijahres mit 10 v. H. jährlich zuzüglich ersparter Zinsen)
- e) Absicherung : Die Absicherung kann durch Bürgschaft einer Körperschaft oder Anstalt des öffentlichen Rechts oder durch Hypotheken erfolgen.

Technisierung und Mechanisierung der Landwirtschaft

- c) Zinsverbilligung : Pächter und Eigentümer landwirtschaftlicher Betriebe können für die Erstanschaffung grösserer haus- oder landwirtschaftlicher Maschinen, Geräte oder Einrichtungen auf einen Kredit, der zwei Drittel der nachweisbaren Anschaffungskosten nicht übersteigt, eine Zinsverbilligung um 2 1/2 v. H. erhalten. Der Anschaffungspreis muss jeweils insgesamt 2.500. DM betragen, die Gesamtkreditsumme für einen landwirtschaftlichen Betrieb darf in der Regel 20. 000 DM nicht überschreiten. Die Laufzeit der zu verbilligenden Kredite muss den Notwendigkeiten des Einzelfalles angepasst sein. Kredite mit einer Laufzeit unter 18 Monaten können nicht zinsverbilligt werden. Die Zeitdauer der Zinsverbilligung kann höchstens 5 Jahre betragen.
Bekanntmachung des Bayerischen Staatsministeriums für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten Nr. 1163 vom 4. Juli 1956, III. Richtlinien für die Gewährung von Zinsverbilligungen an Einzelheitenbetriebe.

D) Anschaffungsbeihilfen für land- und hauswirtschaftliche Maschinengemeinschaften, Genossenschaften und landwirtschaftliche Lohnunternehmer in Höhe von 10 v. H. der nachgewiesenen Gesamtbeschaffungskosten unter Voraussetzung, dass die geplanten Anschaffungen grösserer Maschinen einen entsprechenden betriebswirtschaftlichen Nutzeffekt erwarten lassen, der Anschaffungspreis unter 1000 DM beträgt und nicht bereits andere Beihilfen aus Bundes- oder Landesmitteln beansprucht worden sind (ausser Zinsverbilligungsmitteln). Die Mittel sind zurückzuzahlen, wenn binnen zwei Jahren nach Empfang der Zuwendung die Gemeinschaft aufgelöst oder angeschaffte Objekt nicht mehr gemeinsam benutzt wird.

Bekanntmachung des Bayerischen Staatsministeriums für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten Nr. 1163 vom 4. Juli 1956, IV. Richtlinien für die Gewährung von Ankaufsbeihilfen (Zuschüssen) an landwirtschaftliche und hauswirtschaftliche Maschinengemeinschaften, Genossenschaften und landwirtschaftliche Lohnunternehmungen.

Anderungen der Bedingungen :

- 1957 :. Beihilfe in Höhe bis zu 10 %, höchstens 1.000 DM (auf einen Anschaffungspreis von mindestens 2.500 DM) an land- und hauswirtschaftliche Maschinengemeinschaften und Genossenschaften.
- 1958 : Beihilfe in Höhe bis zu 15 %, höchstens 2.000 DM, in Sonderfällen 3.000 DM an Empfängerkreis wie 1957
- 1959 und 1960 : wie 1958, zusätzlich an Einzellandwirte für die Anschaffung von Motormähern (300 DM per Stück) sowie an Handel und Genossenschaften zur Errichtung von Düngekalksilos (1.500 DM per Silo)

Objet : Mécanisation de l'Agriculture
Massnahme Technisierung und Mechanisierung der Landwirtschaft

Région : Allemagne - Rhénanie du Nord - Westphalie
Region Nordrhein-Westfalen

Source de financement : Budget de l'Etat Rhénanie du Nord - Westphalie (en mille DM)
Finanzierungsquelle Landesmittel (in Tausend DM)

Formes des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Prêts Darlehen	-	300 B	262 B 209 F	134 B 155 C	86 B 100 C	40 B					
Bonification des intérêts Zinsverbilligungs- mittel	434 A				32 D	40 D	70 D				
Subventions									175 E	182 E	158 E

Suite de la page 5 "Conditions d'allocation"

Fortsetzung von Seite 5 "Bewilligungsbedingungen"

A. La réduction des intérêts a fait passer le taux des intérêts de 9 à 5 % pour un délai de validité de 6 à 30 mois.

La réduction d'intérêts a été accordée :

- a) aux propriétaires - c'est-à-dire également aux fermiers locataires - d'exploitations agricoles, y compris le secteur de l'horticulture
- b) avec prise en considération prioritaire
 - 1. des exploitations détruites par faits de guerre
 - 2. des exploitations gérées par des réfugiés
 - 3. des exploitations dont le propriétaire et certains membres de la famille occupés dans l'exploitation sont invalides de guerre
 - 4. des exploitations qui ont été soumises à une procédure de remembrement des terres.

L'acquisition de machines et d'outils agricoles devait présenter un intérêt du point de vue du rendement économique de l'exploitation. L'acheteur a l'obligation de verser au comptant un acompte d'au moins 20 % du prix d'achat lors de la conclusion du contrat d'achat.

La réduction des intérêts n'est accordée aux propriétaires d'exploitations qu'à concurrence d'un montant d'achat de 25.000 DM au maximum.

B. Mécanisation de l'Agriculture

Création d'exploitations-pilotes, qui en raison d'une mécanisation appropriée et d'une rationalisation du travail garantissent une rentabilité acceptable, se soumettent à un contrôle régulier et acceptent un enseignement suivi dans le domaine de leurs activités professionnelles (1951-1955).

Les propriétaires d'exploitations-pilotes ne doivent acquérir au moyen des prêts que les machines dont l'acquisition a été approuvée par la Chambre d'Agriculture.

Il y a lieu d'établir dans quelle mesure l'utilisation ultérieure des anciennes machines existantes sera autorisée.

Les fonds du Land sont distribués sous forme de prêts ne portant pas d'intérêts. La durée de validité des prêts est de 6 ans. Pas de remboursements au cours des 2 premières années (Freijahre).

C. Promotion de mesures individuelles dans le secteur horticole

Le secteur horticole accusait un retard considérable dans le domaine de la mécanisation.

Etant donné que les petites machines et l'outillage utilisés dans les exploitations en cause ne permettaient pas en général une utilisation collective ou sous forme de coopérative, la promotion de mesures individuelles a été prévue (1953-1954).

La transformation des motoculteurs à carburateur en vue de l'emploi de carburants Diesel a également pu être encouragée à l'aide des fonds en question.

Dans ce domaine les fonds mis à la disposition des intéressés ont été distribués sous forme de prêts sans intérêts à concurrence d'une somme atteignant 70 % du prix d'achat.

L'amortissement du prêt, compte tenu d'une année exempte d'amortissement, a lieu au cours des 4 années suivantes à raison d'un quart du total du prêt.

D. Mise en oeuvre de machines dépassant le cadre de l'exploitation individuelle :

Création d'entreprises de travaux agricoles (1954-1956)

Les crédits nécessaires d'un montant allant jusqu'à 20.000 DM par entreprise de location pour l'achat de machines ont été distribués par FIGELAG.

La subvention du Land en matière de rémunération du capital a correspondu à une réduction, - au cours des années de 1954 à 1956 et pour la durée de 3 à 4 ans, - du taux d'escompte de 7,5 - 9,5 % à C %, compte tenu des remboursements prescrits par FIGELAG.

La réduction d'intérêts en cause a surtout été accordée à des personnes particulièrement intéressées, telles que réfugiés, expulsés et fils cadets de cultivateurs.

Le choix des machines et des outillages a eu lieu en tenant compte de l'adaptation nécessaire aux conditions locales. A côté des capacités professionnelles (cours de l'organisation DEULA) il fallait fournir la preuve que les superficies devant être cultivées en vertu des conventions étaient suffisantes, qu'un nombre minimum d'heures d'utilisation du parc de machines au cours de l'année était garanti et que l'entreprise disposait d'un capital d'exploitation correspondant (30 % de fonds propres).

E. Subventions pour la construction d'installations de stockage et de séchage de semences

L'octroi d'une subvention aux entreprises de multiplication de semences doit permettre à ces entreprises de procéder à un séchage et stockage convenables des semences. Les subventions ne sont accordées qu'à des entreprises dont les prestations dans le domaine de la production des semences garantissent une utilisation rationnelle des subventions en cause.

Le projet de construction sera basé sur un plan approuvé par la Chambre d'agriculture et contrôlé quant au montant des dépenses. En cas d'utilisation de séchoirs à faible puissance, il y a lieu de tirer parti des résultats d'essais auxquels l'Institut d'étude des constructions agricoles, à Brunswick, a procédé avec des récipients d'aération fonctionnant à l'air chaud.

La subvention octroyée pour une installation ne peut pas dépasser 25 % du coût de cette installation, ni être supérieure à 7.500 DM. Les subventions sont accordées en couverture (partielle) des frais de construction de silos ou de greniers à céréales et d'installations d'aération ou de séchage. Une des conditions liées à l'octroi d'une subvention est que la superficie réservée à la multiplication de semences doit être de 2,5 ha au moins par exploitation. La subvention peut porter au maximum sur les locaux nécessaires au stockage de 4 m³ de céréales par hectare de superficie consacrée à la multiplication des semences de céréales. Pour les semences d'autres espèces, la superficie de stockage doit être calculée de manière correspondante.

A cet égard, les subventions indiquées ci-après peuvent être accordées :

1. Pour la construction d'un silo sans installation d'aération, mais à la condition qu'il soit possible, au préalable, de procéder au séchage ou à l'aération au moyen d'air chaud, par m³ = 20 DM.
avec installation d'aération, par m³ = 40 DM
Sont considérés comme silos les locaux de séchage ou de stockage dans lesquels l'épaisseur de la couche de céréales dépassera 0,80 m;
2. Pour l'aménagement de greniers non munis d'installations d'aération, à la condition qu'un séchage ou une aération préalables au moyen d'air chaud soient possibles
par m³ d'espace de stockage : 10 DM₃
avec installation d'aération, par m³ d'espace de stockage : 30 DM.
3. Pour l'aménagement d'installations d'aération dans des greniers existants, au m³ = 20 DM.

Förderung der Technisierung und Motorisierung klein- und mittelbäuerlicher Betriebe

A. Die Zinsverbilligung der Kredite erfolgte von 9 % auf 5 % bei einer Laufzeit von 6 - 30 Monaten

Die Zinsverbilligung wurde gewährt :

- a) Inhabern - d.h. auch Pächtern - landwirtschaftlicher Betriebe einschliesslich des Gemüse-, Obst- und Gartenbaues,
- b) davon waren bevorzugt zu berücksichtigen :
 1. kriegszerstörte Betriebe
 2. Flüchtlingsbetriebe
 3. Betriebe, deren Inhaber und mitarbeitende Angehörige kriegsbeschädigt sind,
 4. Betriebe, bei denen ein Flurbereinigungsverfahren durchgeführt ist.

Die Anschaffung der landw. Maschinen und Geräte musste vom betriebswirtschaftlichen Standpunkt aus förderungswürdig sein.

Der Käufer muss eine Anzahlung von mindestens 20 % des Kaufpreises bei Abschluss des Kaufvertrages bar bezahlen.

Die Zinsverbilligung wird den Betriebsinhabern nur bis zu einem Kaufpreisgegenwert von höchstens 25.000,- DM gewährt.

B. Mechanisierung der Landwirtschaft

Schaffung von Richtbetrieben, die durch zweckmässige Mechanisierung sowie durch arbeitswirtschaftliche Rationalisierung eine annehmbare Rentabilität gewährleisten und sich einer laufenden Beratung und Überwachung unterziehen (1954-1955).

Die Inhaber der Richtbetriebe sollen aus den Darlehen nur solche Maschinen erwerben, deren Anschaffung von der Landwirtschaftskammer genehmigt worden ist.

Es ist zu bestimmen, in welchem Umfange die Weiterbenutzung vorhandener alter Maschinen gestattet sein soll.

Die Mittel des Landes werden als zinslose Darlehen vergeben.

Die Laufzeit der Darlehen beträgt 6 Jahre. Die beiden ersten Jahre sind Freijahre.

C. Förderung von Einzelmassnahmen im Obst-, Gemüse- und Gartenbau

Der Obst-, Gemüse- und Gartenbau war hinsichtlich der Mechanisierung stark zurückgeblieben.

Auf Grund der Tatsache, dass die in diesen Betrieben verwendeten Kleinmaschinen und Geräte in der Regel eine gemeinschaftliche oder genossenschaftliche Verwendung ausschliessen, wurde eine Förderung von Einzelmassnahmen vorgesehen (1953-1954).

Die Umstellung der Einachsschlepper von Vergaser - auf Dieseltreibstoff konnte ebenfalls mit diesen Mitteln gefördert werden.

Die zur Verfügung gestellten Mittel wurden als Kredite in Form von zinslosen Darlehen bis zur Gesamthöhe von 70 % des Kaufpreises vergeben.

Die Tilgung des Darlehens erfolgt nach einem Freijahr in den anschliessenden vier Jahren mit je 1/4 der Darlehenssumme.

D. Überbetrieblicher Einsatz von Maschinen; Gründung von Lohnmaschinenunternehmen (1954-1956)

Die erforderlichen Kredite in Höhe bis zu 20.000,- DM je Lohnunternehmer für den Erwerb von Maschinen wurden durch die FIGELAG vergeben.

Der durch das Land gewährte Kapitaldienstzuschuss entsprach einer Zinssenkung des jeweiligen Diskontsatzes $7 \frac{1}{2}$ - $9 \frac{1}{2}$ % in den Jahren 1954 bis 1956 auf 0 % für die Zeit von drei bzw. vier Jahren unter Berücksichtigung der von der FIGELAG vorgeschriebenen Rückzahlungen.

Die Zinsverbilligung wurde geeigneten Interessenten, insbesondere Vertriebenen, Flüchtlingen und nachgeborenen Söhnen von Landwirten gewährt.

Die Auswahl der Maschinen und Geräte erfolgte in Anpassung an die örtlichen Verhältnisse. Neben der fachlichen Eignung (Deula-Lehrgänge etc.) waren ausreichende Arbeitsflächen, die vertraglich zu bearbeiten sind, bzw. eine Mindeststundenzahl für den Einsatz des Maschinenparks für den Jahresablauf und ein entsprechendes Betriebskapital (30 % Eigenaufkommen) nachzuweisen.

E. Zuschüsse zur Errichtung von Trocknungs- und Lagereinrichtungen für Saatgut (1958-1960)

Die Gewährung eines Zuschusses an Saatgutvermehrungsbetriebe soll diese in die Lage versetzen, das Saatgut sachgemäss zu trocknen und zu lagern. Die Grösse der Anlage muss im richtigen Verhältnis zur Saatgutvermehrungsfläche stehen. Er wird nur an Betriebe gegeben, die durch ihre bisherigen Leistungen in der Saatguterzeugung Gewähr für eine zweckentsprechende Verwendung bieten.

Dem Bauvorhaben soll eine Planung zugrunde gelegt werden, die von der Landwirtschaftskammer gebilligt und hinsichtlich der Kosten überprüft wurde. Bei der Verwendung von Kleintrocknern sind die beim Institut für landwirtschaftliche Bauforschung, Braunschweig, vorliegenden Untersuchungsergebnisse über Belüftungsbehälter mit Luftanwärmung nutzbar zu machen.

Der Zuschuss für eine Anlage darf 25 v.H. der Anlagekosten nicht überschreiten und höchstens bis zu 7.500,- DM betragen. Bezuschusst werden die Kosten für den Bau von Getreidesilos oder Schüttböden in Verbindung mit Belüftungs- oder Trocknungsanlagen. Voraussetzung für die Gewährung eines Zuschusses ist eine Mindestvermehrungsfläche von 2,5 ha je Betrieb. Bezuschusst werden können je 1 ha Getreidevermehrungsfläche höchstens Unterbringungsraum für 4 cbm Getreide. Bei Saatgut anderer Arten ist der Unterbringungsraum entsprechend zu berechnen.

Dafür können gewährt werden :

- 1) Für die Erstellung von Siloraum ohne Belüftungseinrichtung, aber unter der Voraussetzung, dass eine vorherige Trocknung oder Belüftung mit Warmluft möglich ist, je cbm = 20,- DM;
mit Belüftungseinrichtung je cbm = 40,- DM.
Als Siloraum wird Lager - bzw. Trockenraum mit einer Getreideschütthöhe über 0,80 m angesehen.
- 2) Für die Einrichtung von Schüttböden ohne Belüftungseinrichtung, aber unter der Voraussetzung, dass eine vorherige Trocknung oder Belüftung mit Warmluft möglich ist, je cbm Lagermöglichkeit = 10,- DM ;
mit Belüftungseinrichtung, je cbm Lagermöglichkeit = 30,- DM.
- 3) Für den Einbau von Belüftungseinrichtungen auf bereits vorhandenen Schüttböden je cbm = 20,- DM.

Objet : Mécanisation de l'Agriculture
 Massnahme Mechanisierung der Landwirtschaft

Région : Sarre - Allemagne
 Region Saarland - Deutschland

Source de financement : Budget de l'Etat de la Sarre
 Finanzierungsquelle Landeshaushalt

Forme des aides	1950 ffrs	1951 ffrs	1952 ffrs	1953 ffrs	1954 ffrs	1955 ffrs	1956 ffrs	1957 ffrs	1958 ffrs	1959 DM	1960 DM
Prêts Darlehen	-	-	-	-	-	-	-	13.500	131.730	552,2	-
Bonification des intérêts (en mille DM) Zinsverbilligungs- mittel (in Tausend DM)	750	1.400	850	850	1.200	1.800	3.600	5.000	12.000	127,5	130
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)	4.850	5.978	5.144	22.111	11.775	161.799	186.605	333.000	435.000	2.892,2	9,1
Conditions d'allocation	Directives en date du 22 août 1952 concernant l'octroi de prêts en faveur de l'amélioration structurelle de l'agriculture sarroise. Directives en date du 5 fév. 1949 du 14 août 1954 et du 16 juillet 1952, concernant l'octroi d'intervention dans les intérêts en vue de favoriser l'agriculture. Subventions à l'économie 1950-1952. Directives en date du 7 septembre 1954 (action-15%) concernant l'octroi de subventions à l'achat des machines et outils agricoles. Directives du 17 octobre 1956 (contribution de libération - Liberalisierungsabgabe) concernant le remboursement de la taxe de compensation spéciale perçue à l'importation des machines. Directives du 25 avril 1957 concernant l'octroi de subventions en vue de favoriser le système de gestion et d'utilisation coopérative de machines agricoles.										
Bewilligungs- bedingungen	Richtlinien für die Gewährung von Darlehen zur Strukturverbesserung der saarländischen Landwirtschaft vom 22. August 1957 Richtlinien für die Gewährung von Zinszuschüssen zur Förderung der Landwirtschaft 5. Febr. 1949, 14. Aug. 1954 und 16. Juli 1957 " " " " Wirtschaftsbeteiligungen 1950-1952 " " " " Beihilfen zum Ankauf von landwirtschaftlichen Maschinen und Geräten vom 7. Sept. 1954 (15%-Aktien) " " " " Rückerstatt. der bei der Einfuhr von Maschinen erhobenen Ausgleichssteuer vom 17. Okt. 1956 (Liberalisierungsabgabe) " " " " Gewährung von Beihilfen zur Förderung der genossenschaftlichen Maschinenehaltung vom 25. April 1957.										

Suite de la page 6 "CONDITIONS D'ALLOCATION"

Conditions
d'allocation

1. Prêts : des prêts sont accordés à concurrence de 85 % des dépenses au comptant et autres en faveur de l'acquisition de machines et équipements agricoles importants d'une valeur d'au moins 500.000 francs français.
Amortissement : dans un délai de 10 ans au plus tard.
Intérêts : au moins 4 % annuellement du montant original du prêt. Les intérêts économisés sont utilisés aux fins d'un renforcement de l'amortissement.
Garanties : hypothèque de 1er rang ou créance hypothécaire.
2. Réduction des intérêts :
1. Sur les prêts accordés en faveur d'achats de machines ou d'équipements dont la validité ne dépasse pas 5 ans, lorsque le taux des intérêts annuels dépasse 3,5 %. En général, ces réductions ne peuvent pas dépasser 3 % par an du montant du prêt.
- BAREME : crédits d'un an au maximum : jusqu'à 3 % de réduction des intérêts
- | | | |
|----------------|----------|-------|
| " de 1 à 2 ans | " 2,5 % | " " " |
| " de 2 à 3 ans | " 2, - % | " " " |
| " de 3 à 5 ans | " 1,5 % | " " " |
- (Directives du 5.2.1949)
- II. Sur les crédits provenant d'autres sources que celles de l'Etat et utilisés à l'achat de machines et d'équipements agricoles (dans des cas exceptionnels également en faveur d'associations coopératives) ; pour une durée de 5 ans au maximum sur les prêts dont les intérêts annuels dépassent 3,5 %. Pour les prêts dont la validité ne dépasse pas 3 ans, on peut accorder une subvention de 3 % dans les intérêts ; pour ceux dont le délai atteint de 3 à 5 ans la subvention peut atteindre jusqu'à 2,5 %. L'intervention dans les intérêts ne doit pas dépasser 3 % du montant du prêt. (directives du 14.8.1954).
- III. Sur les prêts accordés par des établissements de crédit publics, pour une durée de 5 ans au maximum. Pour les prêts d'une validité ne dépassant pas 3 ans, la réduction est de 3,5 % au maximum ; pour les prêts d'une durée ne dépassant pas 5 ans la réduction est de 3 % au maximum. Le taux résiduel des intérêts ne peut pas être inférieur à 3 %. (Directives du 16 juillet 1957 valables pour les prêts qui ont été effectivement versés avant le 1er janvier 1957).
3. Subventions
- a) en faveur d'exploitations ayant subi des dommages de guerre importants, on peut accorder à titre de subvention 25 % du prix d'achat des machines ou équipements, également en cas d'utilisation collective. Le Ministre des Affaires Economiques peut dépasser ce taux en cas de situation économique précaire (1950).
- b) par analogie à la réglementation française du 11.5.1954, on peut accorder aux agriculteurs et aux coopératives agricoles, - à l'achat de machines et équipements agricoles neufs (cf. liste) de fabrication sarroise ou française - des subventions à concurrence de 15 % de la valeur d'achat (frais de transport et de montage non compris) de 7.000 frs. au moins. L'objet rachaté à l'aide de subvention ne peut pas être vendu ayant un délai d'un an ; en cas de contravention à cette disposition, la subvention doit être remboursée (arrêté du 7/9/1954 concernant l'octroi de subventions à l'achat de

machines et d'équipements agricoles) ;

c) à partir du 6.4.1956, subventions à l'achat de machines agricoles neuves (cf. liste) sous forme de restitution de la taxe spéciale de composition perçue: à l'importation et s'élevant à 7 % sur les faucheuses (à herbe), les rateleuses (à foin), les faneuses, à 11 % sur les trayeuses et à 15 % (dans chaque cas sur le prix net à l'exportation) sur toutes les autres machines et équipements mentionnés (Directives du 17.10.1956 en matière d'octroi de subventions complémentaires à l'achat de machines agricoles fabriquées en dehors du territoire économique français et dont l'importation est libérée).

4. en faveur de l'utilisation coopérative ou collective de machines : des subventions jusqu'à 25 % du prix d'achat (jusqu'à 15 % si l'on a déjà reçu la subvention d'après 3. B) peuvent être accordées pour les machines neuves achetées après le 1.1.1957 en vue d'une utilisation collective (en règle générale, ces collectivités comporteront au moins 7 membres, dans des cas exceptionnels un nombre plus faible pourra être admis).

Bewilligungs-
bedingungen

1. Darlehen : Für die Anschaffung von grösseren landw. Maschinen und Geräten im Werte von mind. 500.000 Franken werden Darlehen bis zu 85 % der baren und unbaren Aufwendungen gewährt.

Tilgung : spätestens innerhalb von 10 Jahren, Zinsleistung : jährl. mind. 4 % der ursprünglichen Darlehenssumme.

Ersparte Zinsen dienen zur verstärkten Kapitaltilgung;

Sicherheit : 1. rangige Hypothek oder Grundschuld.

2. Zinsverbilligungsmittel :

I. Auf Darlehen für den Ankauf von Maschinen und Geräten mit einer Laufzeit bis zu fünf Jahren, wenn der Jahreszinssatz 3,5 v. H. übersteigt. Sie dürfen jährlich im allgemeinen 3 v. H. der jeweiligen Darlehensschuld nicht übersteigen.

Staffelung : Kredite bis 1 Jahr : bis zu 3 v. H. Zinsverbilligung

" 1 " 2 " " " 2,5 v. H. " "

" 2 " 3 " " " 2,0 v. H. " "

" 3 " 5 " " " 1,5 v. H. " "

(Richtlinien vom 5.2.1949)

Maschinen

II. Auf nichtstaatliche Kredite, für den Ankauf von landwirtschaftlichen Maschinen und Geräten (in Ausnahmefällen auch durch genossenschaftliche Vereinigungen) ; für die Dauer bis zu fünf Jahren für Darlehen, die mit einem Jahreszinssatz von mehr als 3,5 v. H. zu verzinsen sind. Für ein Darlehen mit einer Laufzeit bis zu drei Jahren kann ein Zinszuschuss bis zu 3 v. H., mit einer Laufzeit von 3 - 5 Jahren bis zu 2,5 v. H. bewilligt werden. Der Zinszuschuss soll 3 v. H. der jeweiligen Darlehensschuld nicht übersteigen.

(Richtlinien vom 14.8.1954).

III. für Darlehen, die von öffentlichen Kreditinstituten gegeben werden, für die Dauer von bis zu 5 Jahren. Bei Darlehen mit einer Laufzeit bis zu 3 Jahren höchstens 3 1/2 %, bei Darlehen mit einer Laufzeit bis zu 5 Jahren höchstens 3 %. Der Restzinssatz darf 3 % nicht unterschreiten.

(Richtlinien vom 16. Juli 1957, gültig für Darlehen, die ab 1. Januar 1957 ausgezahlt worden sind).

3. Subventionen

- a) für Betriebe mit erheblichem Kriegsschaden können 25 % des Anschaffungspreises von Maschinen und Geräten, auch bei gemeinschaftlicher Benutzung als Beihilfe gewährt werden. Dieser Satz kann beim Vorherrschen von Notständen vom Wirtschaftsminister überschritten werden. (1950)
- b) In Anlehnung an die französische Regelung vom 11.5.1954 können Beihilfen an Landwirte und landw. Genossenschaften beim Ankauf von neuen landw. Maschinen und Geräten (lt. Liste) saarl. - franz. Herstellung gewährt werden in Höhe von 15 % des Anschaffungspreises (ohne Versand- und Montagekosten) von mindestens 7.000 frs. Das mit einer Beihilfe angeschaffte Gerät darf nicht vor Ablauf eines Jahres verkauft werden, andernfalls ist die Beihilfe zurückzuzahlen (Erlass über die Gewährung von Beihilfen zum Einkauf von landw. Maschinen und Geräten vom 7. Sept. 1954)
- c) ab 6.4.56 Beihilfe für den Ankauf neuer landw. Maschinen (Liste) in Form einer Rückvergütung der bei der Einfuhr erhobenen Ausgleichssteuerabgabe in Höhe von 7 % bei Grassmäher, Heurechen und -wendern, von 11 % bei Melkmaschinen und 15 % (jeweils des Nettoexportpreises) bei allen anderen genannten Maschinen und Geräten (Richtlinien zur Gewährung einer weiteren Beihilfe für die Beschaffung bes. Landmaschinen, die ausserhalb des franz. Wirtschaftsraumes hergestellt werden und deren Einfuhr liberalisiert ist ; vom 17. 10.1956.)

4. für genossenschaftliche bzw. gemeinschaftliche Maschinenhaltung :

für neue Maschinen, die nach dem 1.1.1957 gekauft wurden für den Gebrauch von Gemeinschaften (in der Regel mind. 7 Mitglieder in Ausnahmefällen weniger), kann eine Beihilfe bis zu 25 % der Anschaffungskosten (bis zu 15 %, wenn bereits Beihilfe nach 3. b) empfangen wurde) gewährt werden.

Objet : Baisse du prix de matériels agricoles
 Massnahme : Preisnachlass für Landmaschinen

Région : France
 Region : Frankreich

Source de financement : Budget d'Etat
 Finanzierungsquelle : Staatshaushalt

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Montant payé (millions AF) gezahlte Beträge (Millionen AF)	13.000	20.000	28.000	31.000	37.000	21.000	21.232

Conditions d'allocation

- La baisse de 15 % sur le matériel agricole a été instituée par la loi du 10 avril 1954 (article 22 dernier alinéa).
- Le décret No 54-517 du 11 mai 1954 (J. O. du 21 mai) en a déterminé les modalités d'application.
- L'arrêté du 11 mai 1954 (J. O. du 21 mai) a publié la liste des matériels agricoles susceptibles de bénéficier de la baisse, en précisant que cette liste ne s'appliquait qu'aux matériels dont le prix unitaire de vente en culture ouvrait droit à un remboursement au moins égal à 1.050 Fr. (prix correspondant : 7.000 Fr. ou 70 NF).
- Cette liste a été, ensuite complétée par les arrêtés des 28 octobre 1954 (J. O. du 30 octobre) et 9 juin 1955 (J. O. du 21 juin).
- Le décret No 55-833 du 23 juin 1955 (J. O. du 25 juin) a étendu le bénéfice de la baisse à l'ensemble des coopératives agricoles.
- Le décret No 55-834 du 23 juin 1955 (J. O. du 25 juin) a décidé que la baisse serait appliquée dans les départements de la MARTINIQUE, de la GUADELOUPE de la GUYANE et de la REUNION.
- La loi des finances No 56-1327 du 29 décembre 1956 (J. O. du 30 décembre) a, dans ses articles 4 et 5, institué un plafond de remboursement de 150.000 Fr. par achat unitaire, tout en exonérant de cette mesure les achats effectués par les coopératives agricoles.
- Le décret No 57689 du 8 juin 1957 (J. O. du 12 juin) a stipulé que la baisse devait être calculée sur le prix licite de vente en culture du matériel au moment de sa livraison et non sur le prix licite à la date du 10 avril 1954.
- Le décret No 57-904 du 5 août 1957 (J. O. du 9 août) a, dans son article 2, supprimé la baisse de 15 % sur le matériel agricole importé.
- Cette dernière disposition a été annulée par l'article 1er de l'ordonnance No 55-880 du 24 septembre 1958.
- L'ordonnance No 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 (J. O. du 31 décembre) a, dans son article 3, ramené à 10 % le taux de la baisse.

Suite 1 de "Baisse du prix de matériels agricoles"
Fortsetzung 1 "Preisnachlass für Landmaschinen"

Conditions d'allocation (suite)	<p>- L'arrêté du 13 mars 1959 (J. O. du 20 mars) a fixé la nouvelle liste des matériels agricoles auxquels s'applique la baisse de 10 %. Il a précisé que cette liste ne vise que les matériels dont le prix unitaire de vente en culture, abstraction faite du prix des accessoires, ouvre droit à un remboursement au moins égal à 3.000 francs (prix correspondant : 30.000 francs ou 300 NF).</p> <p>Les conditions d'attribution de la baisse de 10 % sur les matériels agricoles peuvent être résumées comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none">1 - Pouvoir, exciper de la qualité soit d'exploitant, soit d'entrepreneur de travaux agricoles et de battage, soit de coopérative agricole.2 - Acheter un matériel agricole neuf qui figure dans la liste publiée par l'arrêté du 13.3.59 (J. O. du 20.3.59).3 - Avoir une situation régulière au regard de la législation sociale.
Bewilligungsbedingungen	<p>Der Nachlaß von 15 % für Landmaschinen wurde eingerichtet aufgrund des Gesetzes vom 10. April 1954 (Artikel 22. letzter Absatz).</p> <p>Die Verordnung No 54-517 vom 11. Mai 1954 (J. O. vom 21.5.54) gibt die dafür geltenden Bewilligungsbedingungen wieder. Im Erlaß vom 11. Mai 1954 (J. O. vom 21. Mai 1954) ist die Liste der Maschinen und Geräte veröffentlicht, für die der Preisnachlaß gewährt werden kann, wenn der Verbraucherpreis eine Höhe erreicht wonach sich eine Subvention von mindestens 1.050 Fr. berechnet. (entsprechender Preis : 7.000 Fr. oder 70 NF).</p> <p>Diese Liste wurde später durch Erlaß vom 28. Oktober 1954 (J. O. vom 30. Oktober) und Erlaß vom 9. Juni 1955 (J. O. vom 21. Juni 55) ergänzt.</p> <p>Mit Verordnung Nr. 55-833 vom 23. Juni 1955 (J. O. vom 25. Juni) wurde auch allen landwirtschaftlichen Genossenschaften das Recht des Nachlaßempfanges eingeräumt.</p> <p>Laut Verordnung Nr. 55-834 vom 23. Juni 1955 (J. O. vom 25. Juni) wird der Nachlaß auch in den Departements MARTINIQUE, GUADELOUPE, GUYANE und REUNION gewährt.</p> <p>Das Finanzgesetz Nr. 56-1.327 vom 29. Dezember 1956 (J. O. vom 30. Dezember 1956) begrenzte in Artikel 4 und 5 die Höhe der Subvention auf maximal 150.000 Fr. je einzelnen Einkauf, wobei die von den Genossenschaften getätigten Anschaffungen ausgeschlossen wurden.</p> <p>Mit Verordnung Nr. 57-689 vom 8. Juni 1957 (J. O. vom 12. Juni 1957) wurde festgelegt, daß der Nachlaß auf den zum Zeitpunkt der Lieferung gültigen gesetzlichen Preis berechnet wird und nicht auf den am 10. April 1954 geltenden gesetzlichen Preis.</p> <p>In der Verordnung Nr. 57-904 vom 5. August 1957 (J. O. vom 9. August) wird in Artikel 2 der Nachlaß von 15 % für limonierete Maschinen und Geräte gestrichen. Diese Bestimmung wurde aber durch Artikel 1 der Anordnung Nr. 55-880 vom 24. September 1958 wieder aufgehoben.</p>

Suite 2 de "Baisse du prix de matériels agricoles"
Fortsetzung 2 "Preisnachlaß für Landmaschinen"

<p>Bewilligungsbedingungen (Fortsetzung)</p>	<p>Nach Artikel 3 der Anordnung Nr. 58-1.374 vom 30. Dezember 1958 zum Finanzgesetz für 1959 (J. O. vom 31. Dezember 1958) wurde der Nachlaß auf 10 % gekürzt...</p> <p>In der Verordnung vom 13. März 1959 (J. O. vom 20. März) wurde eine neue Liste von Landmaschinen und Geräten festgelegt, für die der Preisnachlaß um 10 % bewilligt werden kann. Danach kann in die Liste nur solches Gerät aufgenommen werden, dessen Verbraucherpreis - nach Abzug des Preises für Ersatzteile - das Recht auf eine Subvention von mindestens 3.000 Fr. gewährt (entsprechender Preis : 30.000 Fr. oder 300 NF)</p> <p>Die Bewilligungsbedingungen für den Nachlaß um 10 % können folgendermaßen zusammengefaßt werden :</p> <ol style="list-style-type: none">1 - Nachweisbringung, daß der Antragsteller Landwirt, Lohnunternehmer oder eine landwirtschaftliche Genossenschaft ist.2 - Einkauf von neuem Material, das in der Liste nach Verordnung vom 13.3.59 (J. O. vom 20.3.59) aufgeführt ist.3 - Nachweis, daß die aus der Sozialgesetzgebung erwachsenden Pflichten erfüllt wurden.
--	---

Objet : Achat des tracteurs et machines en général
Massnahme Einkauf von Schleppern und Landmaschinen im allgemeinen

Région : Zone montagneuse
 du territoire national

Source de financement : l'Etat italien par le Ministère de l'Agriculture et de Forêts
Finanzierungsquelle Staatshaushalt über das Ministerium für Landwirtschaft und Forsten

Region Gebirgszone des
 Nationalterritories

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille Lire) (in Tausend Lire)	-	-	-	12.350	36.478	65.320	105.200	95.790	108.473	126.393	96.525
Conditions d'allocation	Subventions correspondantes à la loi n° 991 du 25 juillet 1952; prévoyant l'octroi de subventions variant entre 25 et 50% du prix d'achat des machines agricoles, pourcentage majoré pour les machines particulièrement adaptées aux exigences des zones montagneuses. Elles peuvent atteindre 60% du prix pour les matériels d'irrigation et de fertilisation.										
Bewilligungsbedingungen	Subventionen aufgrund des Gesetzes Nr. 991 vom 25. Juli 1952. Gestaffelt zwischen 25 und 50% des Einkaufspreises, sich erhöhend für die Maschinen, die besonders den Erfordernissen in Gebirgsgegenden entsprechen. Sie kann auf 60% erhöht werden für Einrichtungen zur Bewässerung und Düngung.										

Objet : Achat de tracteurs et machines agricoles en général
Massnahme : Einkauf von Schleppern und Landmaschinen im allgemeinen

Région : Italie du Sud, Abruzzes et Molise, les îles, etc.
Region : Sud-Italien, Abbruzzes und Molise, Inseln usw.

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille Lire) (in Tausend Lire)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47.000	69.000
Conditions d'allocation	<p>Subventions pour l'achat de tracteurs et machines agricoles (versées au compte de la Caisse du Midi, instituée par la loi n° 646 du 10 août 1950), correspondant à la loi n° 165 du 23 avril 1949 et à la loi n° 991 du 15 juillet 1952, sur le défrichement des terres. La subvention est fixée à 25 %. Les tracteurs et machines agricoles, achetés à l'aide de cette subvention, doivent être destinés au défrichement des terres, effectué exclusivement sous la compétence de la "Caisse".</p> <p>La puissance minimum des tracteurs, mesurée à la poulie, est fixée à 50 CV (dans les régions montagneuses au moins 25 CV). D'après la même mesure, il est prévu une subvention de 25 % destinée à l'achat des équipements techniques des Consorzi di Bonifica.</p>										
Bewilligungs- bedingungen	<p>Subventionen für den Einkauf von Schleppern und Landmaschinen (auf Konto der Südkasse die aufgrund des Gesetzes Nr. 646 vom 10. August 1950 eingesetzt worden ist), nach dem Gesetz Nr. 165 vom 23.4.1949 und nach dem Gesetz Nr. 991 vom 15.7.1952 für die Landurbarmachung. Die Beihilfe des Staates ist auf 25 % festgesetzt. Sie wird unter der Bedingung gewährt, dass die mit Ihrer Hilfe angeschafften Schlepper und Maschinen für die Urbarmachung von Land bestimmt sind und derartige Massnahmen ausschliesslich unter die Kompetenz der "Kasse" fallen.</p> <p>Die Ackerschlepper müssen mindestens 50 PS gemessen an der Riemenscheibe aufweisen (in Gebirgsgegenden mind. 25 PS). Für die zur Versorgung der Consorzi di Bonifica bestimmten mechanischen Hilfsmittel ist nach der gleichen Massnahme eine Beihilfe von 25 % vorgesehen.</p>										

Objet : Achat des tracteurs et machines agricoles en général
Massnahme Einkauf von Schleppern und Landmaschinen im allgemeinen

Région : Alto Adige - Trentino
 (Italie)

Source de financement : Administration de la Région autonome
Finanzierungsquelle Verwaltung des autonomen Gebietes

Region Alto Adige - Trentino
 (Italien)

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille Lire) (in Tausend Lire)	11.778	20.206	29.268	29.996	34.889	25.832	119.058	-	-	-	-
Conditions d'allocation	Subvention correspondant à la loi régionale n° 21 du 10 novembre 1950 jusqu'à la fin du 1956; les subventions étaient accordées aux petits locataires et propriétaires agricoles et leurs associations.										
Bewilligungs- bedingungen	Subventionen entsprechend dem Gesetz Nr. 21 vom 10. November 1950 bis Ende 1956, wurden gewährt den kleinen Pächtern und Eigentümern sowie ihren Zusammenschlüssen.										

Objet : Achat des tracteurs et machines agricoles en général
Massnahme Einkauf von Schleppern und Landmaschinen im allgemeinen

Région : Vallée d'Aosta - Italie
Region " " - Italien

Source de financement : Administration de la Région autonome
Finanzierungsquelle Verwaltung der autonomen Region

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille Lire) (in Tausend Lire)	2.089	6.020	9.714	14.094	8.929	12.515	9.993	41.715	50.000	40.606	44.599
Conditions d'allocation	<p>Contribution correspondante au décret du Conseil régional n° 10 du 3 février 1950; subventions accordées sur le prix d'achat des machines agricoles à concurrence de 20% pour les exploitations individuelles; de 30% pour les coopératives et leurs associations, des consorzi di bonifica et des ententes pour l'amélioration foncière, des coopératives ou groupes des agriculteurs ou ententes ayant pour but le développement de l'activité agricole et pour lesquelles la dépense d'achat n'est pas inférieure à 50.000 Lire; de 35% pour les laiteries coopératives, limitées aux machines et matériels pour le traitement du lait et leur produits. Dans quelques cas particuliers ce pourcentage pouvait s'élever à 50% - à partir du 18 décembre 1959 le décret n° 167 du 18 décembre 1959 est en vigueur, prévoyant les subventions suivantes: 25% pour les exploitations individuelles si le montant d'achat n'est pas inférieur à 10.000 Lire; 35% pour les agriculteurs regroupés dans des coopératives - correspondant à la lettre b) de la loi précédente - ; 35% dans des cas particuliers allant jusqu'à 50% - pour les laiteries (correspondante à la lettre c) de la loi n° 16 du 3 février 1950).</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p>Gemäß Verordnung des Regionalrates Nr. 10 vom 3. Februar 1950 können Subventionen gewährt werden auf den Einkaufspreis von Landmaschinen: in Höhe von 20% für landwirtschaftliche Einzelbetriebe, von 30% für Genossenschaften und ihre Zusammenschlüsse, die consorzi di bonifica und die Zusammenschlüsse zur Bodenverbesserung sowie die Zusammenschlüsse, die die Entwicklung der landwirtschaftlichen Aktivität zum Ziele haben, sofern der Kaufbetrag für die Maschinen nicht unter 50.000 Lire liegt; in Höhe von 35% für die gemeinschaftlichen Molkereien für Maschinen zur Bearbeitung der Milch und ihrer Produkte. In Einzelfällen kann dieser Prozentsatz auf 50% erhöht werden. - Ab 18. Dezember 1959 gilt das Dekret Nr. 167 vom 18. Dezember 1959, das folgende Subventionen vorsieht: 25% für die landwirtschaftlichen Einzelbetriebe, wenn die Einkaufssumme nicht unter 10.000 Lire liegt; 35% für Landwirte, die in Genossenschaften zusammengeschlossen sind - entsprechend dem Buchstaben b) des vorhergegangenen Gesetzes; in Höhe von 35% und in Einzelfällen bis 50% für Molkereien - entsprechend dem Buchstaben c) des vorhergegangenen Gesetzes.</p>										

Objet : Achat des tracteurs et machines en général

Région : Sicile - Italie

Massnahme Einkauf von Schleppern und Landmaschinen im allgemeinen

Region Sizilien - Italien

Source de financement : Administration de la Région autonome

Finanzierungsquelle Verwaltung des autonomen Gebietes

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions 1	30.595	42.291	30.000	361.168	231.512	203.556	309.779	248.910	551.427	298.711	301.289
(en mille Lire) 2	-	-	-	-	-	1.148	51.227	50.123	33.453	43.587	92.657
(in Tausend ") 3	30.595	42.291	30.000	361.168	231.512	204.704	361.006	299.033	584.880	342.298	393.946
Conditions d'allocation	<p>1) Subventions correspondantes à la loi régionale n° 21 du 11 mars 1950, prévoyant l'octroi de subventions égal au maximum à 15% pour les agriculteurs privés, à 20% pour les consorzi di bonifica et les ententes pour l'amélioration foncière, à 40% pour les coopératives. La loi n° 23 du 11 juillet 1952 prévoit, pour l'achat des machines construites en Sicile, 10% supplémentaires.</p> <p>2) Subventions correspondantes à la loi régionale n° 9 du 5 avril 1954, article 12, accordant en plus de subventions prévues par la loi n° 949 du 25 juillet 1952 des avantages supplémentaires qui sont cependant moins élevés que les taux précédents: 12%, 16%, 36% si le demandeur est entrepreneur privé, consorzio di bonifica, entente affiliée ou coopérative.</p> <p>3) montant total</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p>1) Subventionen entsprechend dem regionalen Gesetz Nr. 21 vom 11. März 1950, in maximaler Höhe von 15% für Einzelbetriebe, von 20% für die Consorzi di bonifica und Bodenverbesserungsverbände, von 40% für Genossenschaften. Aufgrund des Gesetzes Nr. 23 vom 11. Juli 1952 können für in Sizilien hergestelltes Material zusätzlich 10% gewährt werden.</p> <p>2) Subventionen entsprechend dem regionalen Gesetz Nr. 9 vom 5. April 1954, Artikel 12 das beschließt, entsprechend dem Gesetz Nr. 949 vom 25. Juli 1952 neue zusätzliche Beihilfen einzuführen, indem die oben genannten Sätze auf 12%, 16%, 36% gesenkt werden, wenn der Antragsteller Einzelbetrieb, consorzio di bonifica oder eine angeschlossene Vereinigung oder eine Genossenschaft ist.</p> <p>3) Gesamtbetrag</p>										

Objet : Achat des tracteurs et machines agricoles
Massnahme Einkauf von Schleppern und Landmaschinen

Région : Sardaigne - Italie
Region Sardinien - Italien

Source de financement : Administration de la Région autonome
Finanzierungsquelle Verwaltung des autonomen Gebietes

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions											
(en mille Lire) 1)	-	153.078	280.644	287.313	381.932	366.303	396.050	340.537	458.792	157.266	157.949
(in Tausend ") 2)	-	11.055	17.117	30.853	22.748	15.916	38.727	45.037	26.832	24.810	20.130
3)	-	164.133	297.761	318.166	404.680	382.219	434.777	385.544	485.624	182.076	178.079
Conditions d'allocation	<p>1) Subventions correspondant à la loi régionale n° 14 du 2 août 1951, prévoyant des subventions égales à 25% du prix d'achat des machines motrices et à 20% du prix d'achat des machines opératrices, accordés aux exploitations individuelles ou associées.</p> <p>2) Subventions correspondantes à la loi régionale n° 47 du 9 novembre 1950 prévoyant des octrois égaux à 40% du prix d'achat accordés aux coopératives. Les demandeurs peuvent obtenir les deux subventions jusqu'au montant total prévu.</p> <p>3) Montant total</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p>1) Subventionen entsprechend dem regionalen Gesetz Nr. 14 vom 2. August 1951, in Höhe von 25% des Einkaufspreises für motorgetriebene Maschinen und von 20% für gezoogene Maschinen, an Einzelbetriebe oder Gemeinschaften.</p> <p>2) Subventionen entsprechend dem regionalen Gesetz Nr. 47 vom 9. November 1950, in Höhe von 40% des Einkaufspreises, an Genossenschaften. Die Antragsteller können beide Subventionen in Anspruch nehmen, solange die vorgesehenen Mittel ausreichen.</p> <p>3) Gesamtbetrag</p>										

Luxembourg
Luxembourg

Subventions d'intérêts : Arrêté ministériel du 7 février 1961 concernant la participation de l'Etat, par voie de subventions, au paiement des intérêts d'emprunts contractés dans l'intérêt de l'amélioration des moyens d'exploitation.

Dispositions principales : "Dans le cadre des crédits budgétaires afférents, des subventions d'intérêts seront accordées à titre de participation de l'Etat au paiement des intérêts courus pendant l'année budgétaire correspondante et se rapportant à des emprunts contractés par :

- 1°) les agriculteurs et les viticulteurs, en vue de la reprise ou de la conservation du bien paternel et de l'amélioration efficiente des moyens d'exploitation;
- 2°) les associations agricoles, dans l'intérêt d'investissements d'ordre structurel ;
- 3°); "

"Le Ministre de l'Agriculture fixera le montant minimum et le montant maximum des subventions à accorder. La subvention correspondra, pour chaque exercice, à la moitié des intérêts courus; ceux-ci ne pourront dépasser cinq pour cent du capital encore à rembourser. La subvention pourra être majorée, sur proposition du Fonds d'Améliorations Agricoles, jusqu'à un chiffre représentant la totalité des intérêts courus pour chaque exercice, dans les cas suivants :

- a) en cas de maladie grave ou de charges de famille exceptionnelles;
- b) en cas de reprise du bien paternel;
- c) lorsque, pour des causes non imputables à la faute du bénéficiaire, le sort même de l'exploitation est menacé."

"Les subventions pourront être refusées en tout ou en partie si les bénéficiaires ont touché de la part de l'Etat des subventions en rapport avec les clauses qui ont motivé l'emprunt ou s'ils exercent encore une autre occupation que celles prévues aux articles 1er et 5 du présent arrêté."

Les emprunts se font aux taux d'intérêts suivants :

auprès de la Caisse Centrale des Associations Agricoles	4,5 %
auprès de la Caisse d'Epargne de l'Etat	4,75 %
auprès des Banques	5 %

Zinsverbilligung : Nach dem ministeriellen Erlass vom 7. Februar 1961, betreffend die Beteiligung des Staates in Form von Subventionen an der Zahlung der Zinsen für Kredite, die im Interesse der besseren Ausrüstung mit Betriebsmitteln aufgenommen worden sind.

Hauptsächliche Regelungen : "Im Rahmen des dafür vorgesehen^{en} Haushaltvoranschlags können Zinsverbilligungszuschüsse gegeben werden für Zinszahlungen im Laufe des Haushaltjahres, die entsprechen und sich beziehen auf Darlehen, die aufgenommen wurden von:

.../...

- 1) Landwirten und Weinbauern im Hinblick auf die Übernahme oder Erhaltung des ererbten Gutes und der wirksamen Verbesserung der Betriebsmittelausrüstung ;
- 2) landw. Zusammenschlüssen im Interesse von strukturellen Investitionen ;
- 3)

Der Minister für Landwirtschaft legt den Minimalbetrag und den Maximalbetrag der zu gewährenden Subventionen fest. Die Subvention entspricht, für jede Massnahme, der Hälfte der laufenden Zinsen. Diese dürfen 5 % des noch rückzahlbaren Kapitals nicht überschreiten. Die Subvention kann auf Vorschlag des Fonds zur Verbesserung der Landwirtschaft bis zum Betrage der Gesamthöhe der für jede Massnahme geltenden Zinsen in den folgenden Fällen erhöht werden :

- 1) wenn schwere Krankheit oder ausserordentliche Belastungen der Familie vorliegen
- 2) wenn das ererbte Gut übernommen wird
- 3) wenn die Zukunft des Betriebes bedroht ist aus Gründen, die nicht auf das Verschulden des Zuwendungsempfängers zurückzuführen sind.

Die Subventionen können zum Teil oder ganz zurückgewiesen werden, wenn die Empfänger schon vom Staat Subventionen empfangen haben für den gleichen Zweck oder wenn sie noch eine andere Beschäftigung ausüben als die, welche in den Artikel 1 und 5 des vorliegenden Erlasses vorgesehen sind."

Die Kredite werden zu den folgenden Zinssätzen vergeben :

Über die Zentrale Raiffeisenkasse	4,5 %
" " staatl. Sparkasse	4,75 %
" Banken	5,0 %

Objet : Mécanisation de l'Agriculture
Massnahme : Mechanisierung der Landwirtschaft

Région : République Fédérale d'Allemagne
Region : Bundesgebiet

Source de financement : voir "Conditions d'allocation"
Finanzierungsquelle : siehe "Bewilligungsbedingungen"

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Prêts (Fonds Marshall) Darlehen (ERP-Sondervermögen) (en 1.000 DM)	23.758	17.733	46.334	-	11.162	-	-	-	-	7.500 x)	9.400 x)
Prêts du marché libre avec réduction des intérêts par l'Etat Zinsverbilligte Kapitalmarktdarlehen (in 1.000 DM)	-	-	-	-	30.570	59.490	35.787	77.520	102.327	34.115	-
Conditions d'allocation	<p>L'octroi de crédits ERP a lieu en vertu de la loi du 31 août 1953 sur l'utilisation du patrimoine spécial de l'ERP (BGB 1, I page 1312). Pour les crédits ERP (1950-52 et 1954) le taux final d'intérêt était de 6 % en moyenne; la validité du crédit atteignait jusqu'à 6 ans; pour les crédits ERP de 1959 et 1960 : intérêts 4 %, validité 12 ans comportant 2 années exemptes d'amortissement.</p> <p>Quant aux crédits en provenance du marché des capitaux, d'un maximum de 200.000 DM par cas et consacrés à des installations et machines utilisées en commun, la réduction d'intérêt a été appliquée de la manière suivante :</p> <p>1954 et 1955 : suivant l'évolution du taux d'escompte, les intérêts sont réduits de 2 ou 3 % jusqu'à 6 %</p> <p>1956 : réduction des intérêts de 2 %, lorsque le taux des intérêts non réduits ne dépasse pas 8 % à charge du dernier preneur du crédit.</p> <p>1957 : réduction des intérêts de 3 %, lorsque le taux des intérêts non réduits ne dépasse pas 9 % à charge du dernier preneur du crédit.</p> <p>1958 et 1959 : voir 1956.</p> <p>Il n'est pas possible d'indiquer les montants des fonds à intérêt réduit, étant donné que lors de l'introduction des demandes, l'on ne procède pas à une subvention en fonction de l'affectation; en conséquence, les résultats annuels des crédits à taux d'intérêt réduit ont été indiqués.</p>										
x) montant évalué de la partie revenant aux crédits utilisés à d'autres fins x) geschätzter Anteil der Kreditaktionen, die auch anderen Zwecken dienen.	.../...										

Bewilligungs- bedingungen	<p>Die Vergabe von ERP-Krediten erfolgt nach dem Gesetz über die Verwendung des ERP-Sondervermögens vom 31.8.1953 - BGG 1. I S. 1312.</p> <p>Bei den ERP-Krediten (1950-1952 und 1954) war der Endzinssatz im Durchschnitt 6 %, die Laufzeit bis zu 6 Jahren.</p> <p>Bei den ERP-Krediten 1959, 1960 : 4 % Zinsen, Laufzeit 12 Jahre bei 2 tilgungsfreien Jahren;</p> <p>Für die zinsverbilligten Kapitalmarktkredite, die für die Anschaffung von Gemeinschaftseinrichtungen und -maschinen bestimmt sind und im Einzelfall 200.000 DM nicht überschreiten berechnete sich die Zinsverbilligung folgendermassen :</p> <p>1954 und 1955 : je nach Höhe des Diskontsatzes um 2 bez. 3 % auf 6 %</p> <p>1956 : um 2 %, wenn der unverbilligte Zinssatz für den letzten Kreditnehmer nicht mehr als 8 % beträgt</p> <p>1957 : um 3 %, wenn der unverbilligte Zinssatz für den letzten Kreditnehmer nicht mehr als 9 % beträgt</p> <p>1958 und 1959 : wie 1956.</p> <p>Die Angabe der Zinsverbilligungsmittel ist nicht möglich, da bei Anforderung eine Trennung nach Verwendungszwecken nicht erfolgt; es sind daher die jährlichen Ergebnisse der zinsverbilligten Darlehen aufgeführt worden.</p>
------------------------------	---

Objet : L'Achat de matériel

Massnahme : Einkauf von Maschinen + Geräten

Source de financement : Voir 1)

Finanzierungsquelle : Siehe 1)

Région : BELGIQUE
Region

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Prêts en millions FB Kredite in mill. Fb	-	82,1	118,9	154,0	173,2	196,6	207,5	227,9	210,3	269,2	

(1) Les statistiques du crédit agricole comprennent les données de la Caisse Centrale et des Caisses Raiffelsen du Eberenbond belge, de l'Institut National du Crédit Agricole (I.N.C.A.), de la Société Nationale pour la Petite Propriété Terrienne et des Comptoirs agricoles de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Les chiffres repris ci-dessus concernent "L'Achat de matériel".

Source : Rapports annuels de la Caisse d'Epargne et de Retraite des années 1951 à 1959.

(1) Die Statistiken über den Agrarkredit umfassen die Angaben der Zentralen und Regionalen Raiffelsenkassen des belgischen Bauerverbandes, des Nationalen landwirtschaftlichen Kreditinstitutes (I N C A) der Nationalen Gesellschaft für die Kleinen Grundbesitzer und der Landwirtschaftlicher Kontore der Allgemeinen Spar- und Pensionskassen aus den Jahren 1951 - 1959.

Quelle : Jahresberichte der Allgemeinen Spar- und Pensionskasse aus den Jahren 1951-1959

Objet : Achat de matériel
Massnahme : Einkauf von Maschinen und Geräten

Région : France
Frankreich

Source de financement : Caisse nationale de Crédit Agricole
Finanzierungsquelle : Nationalkasse für den Agrarkredit

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Prêts (en millions AF) Darlehen (Millionen AF)		11.900	12.000	15.000	14.300	19.100	30.500	41.000	37.100	45.000	50.000

Objet : Achat des tracteurs et machines agricoles en général

Région : Italie - territoire national

Massnahme Einkauf von Schleppern und Landmaschinen im allgemeinen

Region Italien - Gesamtterritorium

Source de financement : Budget de l'Etat à travers le Ministère de l'Agriculture

Finanzierungsquelle Staatshaushalt über das Landwirtschaftsministerium

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Prêts (en millions Lire) (in Millionen ")	-	-	-	15.811	17.232	18262	16.377	16.884	21.064	21.964	26.315
Conditions d'allocation	Base juridique: loi n° 949 du 25 juillet 1952, prévoyant le financement à 75% de la dépense totale pour les tracteurs et machines agricoles achetés par les exploitations agricoles (individuels et associés), avec préférence sur les petites exploitations. Les prêts doivent être remboursés en cinq annuités avec un intérêt anticipé égal à 3% par an.										
Bewilligungsbedingungen	Aufgrund des Gesetzes Nr. 949 vom 25. Juli 1952, welches vorsieht, daß 75% des Gesamtbetrages der von landwirtschaftlichen Betrieben (einzelne und Zusammenschlüsse) gekauften Schlepper und Landmaschinen finanziert werden. Kleine landwirtschaftliche Betriebe werden bevorzugt. Die Kredite müssen in 5 Jahresraten mit einem Zinssatz von 3% zurückgezahlt werden.										

PARTIE B - TEIL B

AIDES FINANCIERES RELATIVES AUX OBJETS SPECIAUX

FINANZIELLE HILFEN FÜR SPEZIALMASSNAHMEN

Objet : Utilisation des machines en commun
Massnahme : Förderung der Überbetrieblichen Maschinenverwendung

Région : République Fédérale
Region : Bundesgebiet

Source de financement : Budget de l'Etat République Fédérale
Finanzierungsquelle : Bundeshaushalt

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)	-	-	-	-	-	-	1.603	1.350	8.326	7.753	5.600
Conditions d'allocation	<p>Les chiffres indiqués ci-dessus représentent les fonds d'origine fédérale versés au dernier bénéficiaire.</p> <p>Subvention jusqu'à 15 % du prix d'achat, diminué des rabais ou d'autres avantages (dans quelques régions défavorisées jusqu'à 20 %), par demandeur au maximum 7.500 DM (dans des régions défavorisées 10.000 DM) accordées en 1956-1958 exclusivement aux entrepreneurs des travaux agricoles, à partir de 1959 également à des associations d'exploitations agricoles possédant la personnalité civile pour l'achat des machines neuves (principalement machines à mettre en culture, à entretenir et de récolte).</p> <p>Il y a lieu d'assurer que les machines seront conduites par des personnes présentant les capacités techniques, que l'utilisation sera rentable et que l'on dispose d'un local de garage suffisant.</p> <p>La subvention doit être remboursée si, avant la fin de la 3ième année suivant la date d'octroi de la subvention, la machine n'est plus utilisée par l'entreprise au titre de louage de services ou au cas où les conditions pour l'octroi de la subvention n'étaient pas remplies ou si le bénéficiaire de la subvention ne remplit pas ses obligations.</p>										
Bewilligungs- bedingungen	<p>Bei den angegebenen Zahlenwerten handelt es sich um die an den Letztempfänger ausgezahlten Beträge.</p> <p>Beihilfe in Höhe von bis zu 15 % des Anschaffungspreises nach Abzug von Rabatten, Skonti und sonstige Preisvergünstigungen (für bestimmte benachteiligte Gebiete bis zu 20 %), je Empfänger höchstens 7.500 DM (in benachteiligten Gebieten 10.000 DM) 1956-1958 ausschliesslich an Landw. Lohnunternehmer ab 1959 auch an Zusammenschlüsse landw. Betriebe in der Rechtsform einer juristischen Person für die Anschaffung fabrikneuer Maschinen (vornehmlich Bestellungs-, Pflege- und Erntemaschinen) Fachgerechte Bedienung, wirtschaftlicher Einsatz und ausreichende Unterstellmöglichkeit sind nachzuweisen.</p> <p>Die Beihilfe ist zurückzuzahlen, wenn die Maschine vor Ablauf von 3 Jahren nach Gewährung der Beihilfe nicht mehr zur Lohnarbeit eingesetzt wird, oder die Bewilligungsbedingungen nicht eingehalten wurden oder werden.</p>										

Objet : Mécanisation de l'Agriculture
 Mission : Mechanisierung der Landwirtschaft

Région : Bade-Württemberg - Allemagne
 Region : Baden-Württemberg - Deutschland

Source de financement : Budget de l'Etat Bade-Württemberg
 Finanzierungsquelle : Landesmittel

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille DM) (en Tausend DM)	-	-	20 A	20 A	20 A	20 A	20 A	20 A	20 A	20 A	20 A
	-	-	-	25 B	30 B	25 B	150 B	300 B	361 B	570 B	570 B
Conditions d'allocation	<p><u>Observations:</u> En Bade-Wurtemberg la mécanisation de l'agriculture au niveau du Land et au moyen de fonds du Land n'a pas été encouragé de manière générale par des subventions à l'achat de machines et d'outils, mais surtout par la création et l'intervention d'appuis financiers en faveur des coopérations d'utilisation en commun de machines agricoles (Maschinengemeinschaften) ainsi que par la diffusion sur toute l'étendue du territoire de modèles en matière de technique agricole.</p> <p>Les fonds nécessaires n'ont pas été indiqués séparément dans le plan budgétaire fédéral, mais ils ont fait l'objet d'une évaluation globale avec d'autres mesures. En ce qui concerne les montants indiqués ci-dessus, il s'agit là d'estimations ou de montants promis dans les prévisions budgétaires. L'indication des fonds réellement versés au dernier bénéficiaire pour chacune des affectations est impossible.</p> <p>A. En vue de l'introduction de machines et de méthodes de travail nouveaux les subventions de l'Etat du Sud-Ouest (Südweststaat) sont, depuis leur institution, accordées à des exploitations modèles.</p> <p>B. Les fonds ont été mis en oeuvre en faveur des mesures collectives indiquées ci-après: encouragement de la mécanisation du travail dans les champs et dans la ferme; électrification de fermes et hameaux isolés; promotion de l'économie du travail, et de la technique rurale; amélioration de la structure de la propriété foncière; création de fermes de communs modèles; encouragement des institutions coopératives et des coopératives d'utilisation en commun de machines agricoles.</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p><u>Bemerkungen:</u> Die Mechanisierung der Landwirtschaft wurde auf Landesebene und mit Landesmitteln in Baden-Württemberg nicht generell durch Zuschüsse beim Kauf von Maschinen und Geräten, sondern in erster Linie durch Schaffung und finanzielle Unterstützung von Maschinengemeinschaften und von landtechnischen Beispielen über das ganze Land gestreut gefördert.</p> <p>Die Mittel hierfür werden im Staatshaushaltsplan nicht einzeln angewiesen, sondern mit anderen Maßnahmen global veranschlagt. Bei den angegebenen Werten handelt es sich um geschätzte bzw. dem Haushaltsvoranschlag entnommene Beträge. Eine Ausweisung der tatsächlich an den Letztempfänger ausbezahlten Mittel für die einzelnen Verwendungszwecke ist nicht möglich.</p> <p>A. Zur Einführung neuer Maschinen und Arbeitsverfahren werden seit Bildung des Südweststaates Zuschüsse an Beispielbetriebe gewährt.</p> <p>B. Die Mittel wurden für folgende Gemeinschaftsmaßnahmen eingesetzt: Zur Förderung der Mechanisierung in Feld und Hof sowie für die Elektrifizierung abgelegener Höfe und Weiler, für die Förderung der Arbeitswirtschaft, Landtechnik und zur Verbesserung der Besitzstruktur, zur Schaffung von Beispielbetrieben und Mustergemeinden sowie für Gemeinschaftseinrichtungen und Gemeinschaftsmaschinen.</p>										

Objet : Utilisation des machines en commun
 Massnahme : Landwirtschaftlich-technische Gemeinschaftsvorhaben

Région : Hesse - Allemagne
 Region : Hessen - Deutschland

Source de financement : Budget de l'Etat de Hesse
 Finanzierungsquelle : Landeshaushalt

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Bonification des intérêts Zinsverbilligungsmittel (1.000 DM)							23	201	375	913	959
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)					597		54,3	175	131,4	170	88,1
Conditions d'allocation	<p>1. <u>Programme 1954 du gouvernement du Land Hesse concernant les points centraux</u> Sur la base des directives du 29 septembre 1954 les organismes ou personnes responsables de projets collectifs ont obtenu une subvention dont le montant a été fixé selon la capacité financière du demandeur et le degré de nécessité du projet, du point de vue de la politique agricole.</p> <p>2. <u>Programme en matière de l'éduction des intérêts du gouvernement du Land Hesse concernant la promotion des projets collectifs en matière de travaux technico-agricoles</u> Réduction des Intérêts : en faveur de l'acquisition de machines et d'installations de lavage et de réfrigération, dont le coût dépasse les possibilités de l'exploitation agricole individuelle; dans les zones critiques : à concurrence des 2/3 du montant des crédits accordés par certains établissements de crédit : réduction de 4 % des intérêts en faveur des collectivités d'utilisation de machines, des coopératives et des communes; de 5 % en faveur des groupements, des coopératives et des administrations communales déterminées par le Ministère, situées dans des communes de montagne; de 3 % en faveur des entreprises de louage de services et ce, en règle générale, pendant une période de 3 ans (pour un délai de prêt de 5 ans au maximum). Limite inférieure du crédit : 1.500 DM. En cas de mécanisation complète dans les communes de montagne la réduction d'intérêts sera, en général, accordée pour 4 ans, ce délai pouvant exceptionnellement être porté à 5 ans.</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p>1. <u>Schwerpunktprogramm 1954 der Hessischen Landesregierung</u> Träger von Gemeinschaftsvorhaben erhielten aufgrund der Richtlinien vom 29.9.1954 eine Beihilfe, deren Höhe nach der finanziellen Leistungsfähigkeit der Antragssteller und der agrarpolitischen Notwendigkeit bemessen wurde.</p>										

.../...

Bewilligungs-
bedingungen
(Fortsetzung)

2. Zinsverbilligungsprogramm der Hessischen Landesregierung zur Förderung landwirtschaftlichtechnischer Gemeinschaftsvorhaben

Zinsverbilligung : für die Anschaffung von Maschinen sowie Gefrier- und Waschanlagen, deren Anschaffung dem einzelnen Betrieb nicht zuzumuten ist, in Schwerpunktgebieten : für bis zu 2/3 von Krediten bestimmter Kreditinstitute Zinsverbilligung um 4 % für Maschinen-
gemeinschaften, Genossenschaften und Gemeinden, um 5 % für Gemeinden, Genossenschaften und Gemeinden in den vom Ministerium
anerkannten Höhengemeinden, um 3 % f. Lohnunternehmen; in der Regel für 3 Jahre (bei einer Maximallaufzeit von 5 Jahren).
Untere Kreditgrenze 1.500 DM. Bei Vollmechanisierung in den Höhengemeinden soll die Zinsverbilligung in der Regel für 4 Jahre
gewährt und kann in Ausnahmefällen auf 5 Jahre ausgedehnt werden.

Objet : Achat des machines destinées à l'utilisation en commun
Massnahme : Anschaffungen von Gemeinschaftsmaschinen

Région : Rhénanie-Palatin-Allemagne
Region : Rheinland-Pfalz

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en milliers DM) (in Tausend DM)	-	-	-	-	-	-	-	089,0	111,5	167,8	190,5
Conditions d'allocation	Subvention jusqu'à 20 % du prix d'achat (sans frais de transport et d'emballage, diminué des rabais éventuellement accordés), au maximum 2.000 DM par cas. Le demandeur de la subvention doit garantir que le taux d'utilisation de la machine employée collectivement sera suffisant.										
Bewilligungs- bedingungen	Einkaufsbeihilfe in Höhe von bis zu 20 % des Kaufpreises (ohne Fracht- und Verpackungskosten, abzüglich evtl. gewährter Rabatte) höchstens 2.000 DM für den Einzelfall. Nachweis für genügende Ausnutzung der Maschine ist zu erbringen.										

Objet : Achat de machines et de matériel à utiliser en coopération
Massnahme : Einkauf von Maschinen zur gemeinschaftlichen Benutzung

Région : Belgique
 Belgen

Source de financement : Budget d'Etat
Finanzierungsquelle : Staatshaushalt

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille Fb)	74	1.435	1.897	1.470	1.953	2.498	2.308	1.807	1.389	948	1.100
Subventionen (in Tausend Fb)											
Conditions d'allocation	<p>L'arrêté royal du 10 octobre 1950 réglemente l'octroi de subventions à certaines sociétés coopératives pour l'acquisition de machines agricoles (Ministère de l'Agriculture). Pour la première fois, l'assistance des pouvoirs se transpose sur le plan financier. Afin d'aider à résoudre le problème de la mécanisation des petites et moyennes exploitations, cet arrêté prévoit l'octroi aux sociétés coopératives légales pour l'utilisation en commun de machines agricoles d'une subvention s'élevant au maximum à 30 % du prix d'achat net du matériel, variable selon les superficies des exploitations des membres et calculée selon la formule :</p> $\frac{P}{100 a} (30 b + 25 c + 20 d + 15 e + 10 f + 5 g)$ <p>où P = prix net d'acquisition a = superficie totale exprimée en hectares des terres de tous les membres de la coopérative, y compris les exploitations de plus de 50 ha qui, comme telles, n'entrent pas en ligne de compte pour la subvention b, c, d, e, f, g, = superficie totale en hectares des exploitations des membres affiliés à la coopérative, respectivement de moins de 6 ha; de 6 à 10 ha; de 10 à 15 ha; de 15 à 20 ha; de 20 à 30 ha et de 30 à 50 ha, étant entendu que les pâturages sont comptés comme terres de culture pour les deux tiers de leur superficie.</p> <p>Cet arrêté royal du 10 octobre 1950 fut modifié par Arrêté Royal du 13 mars 1958, en ce sens que le maximum de la subvention fut ramené à 25 % du prix net des machines et une nouvelle formule fut appliquée :</p> $\frac{P}{100 a} = (25 b + 20 c + 10 d)$ <p>où P = prix d'achat net a = superficie totale en hectares des terres de tous les membres de la coopérative, y compris les exploitations de plus de 50 ha b, c, d = superficie totale des cultures en hectares des exploitations affiliées respectivement de moins de 10 ha, de 10 à 20 ha et 20 à 50 ha, et où la disposition antérieure relative aux pâturages était supprimée.</p>										

.../...

Suite 1 de "Achat de machines et de matériel à utiliser en coopération"
Fortsetzung 1 "Einkauf von Maschinen zur gemeinschaftlichen Benutzung"

Belgique
Belgien

VI/2637/62-F/D

Rev.

Conditions d'allocation (suite)	<p>Des instructions complémentaires à cet arrêté, il découle entre autres: que l'octroi de la subvention ne vaut que pour les coopératives agricoles légalement constituées, répondant à certains critères en matière d'utilisation des machines, de possibilités d'affiliation, de droit de vote des membres, etc...</p> <p>que l'octroi de la subvention concerne :</p> <ol style="list-style-type: none">1. des machines neuves, dans la mesure où elles n'en remplacent pas d'autres qui sont amorties normalement ;2. éventuellement, des machines d'occasion, à condition qu'elles ne proviennent pas de membres ou autres usagers ;3. des machines remplaçant d'autres, parce que présentant une plus grande puissance, étant entendu que la subvention est calculée sur l'écart de prix entre les nouvelles machines et les machines remplacées.
Bewilligungsbedingungen	<p>Der königliche Erlass vom 10. Oktober 1950 regelt die Zuwendung von Subventionen an verschiedene Genossenschaften für die Anschaffung von Landmaschinen (Ministerium für Landw.) Zum ersten Male übertrug sich der Bestand der öffentlichen Hand auf finanzielles Gebiet. Zur Lösung des Problems Mechanisierung der kleinen und mittleren Betriebe sieht der Erlass die Zuwendung einer Subvention in Höhe von maximal 30 % des Nettoeinkaufspreises vor, die den legalen Genossenschaften für die gemeinschaftliche Maschinenbenutzung (nach der Betriebsfläche der Mitglieder variiert) nach folgender Formel berechnet sind :</p> $\frac{P}{100 a} (30 b + 25 c + 20 d + 15 e + 10 f + 5 g)$ <p>P = netto-Einkaufspreis a) = Gesamtfläche (in ha) der Ländereien aller Mitglieder der Genossenschaften, einschliesslich der Betriebe über 50 ha, die als solche nicht für die Subventionsberechnung herangezogen werden. b, c, d, e, f, g = Gesamtfläche (in ha) der Mitgliederbetriebe der Genossenschaft jeweils in der Grössenordnung bis 6 ha; 6-10 ha; 10-15 ha; 15-20 ha; 20-30 ha und 30-50 ha. Weideflächen werden in der Form einbezogen, dass 2/3 ihrer Fläche als Kulturfläche berechnet werden.</p> <p>Dieser königliche Erlass vom 10. Oktober 1950 wurde durch den königlichen Erlass vom 13. März 1958 in der Form geändert, dass das Maximum der Zuwendung auf 25 % des Nettoanschaffungspreises gesenkt und eine neue Formel angewendet wurde</p> $\frac{P}{100 a} (25 b + 20 c + 10 d)$ <p>P = netto-Einkaufspreis a) = Gesamtfläche (in ha) der Ländereien aller Mitglieder der Genossenschaft, einschliesslich der Betriebe über 50 ha b, c, d = Gesamtanbaufläche (in ha) der angeschlossenen Betriebe jeweils in der Grössenordnung - 10 ha, 10-20 ha und 20-50 ha. Die ehemalige Regelung hinsichtlich der Weideflächen wurde gestrichen.</p> <p>Zusätzliche Bestimmungen zu diesem Erlass besagen unter anderem, dass die Subvention nur den legal konstituierten Genossenschaften zufließen kann, welche einigen Kriterien hinsichtlich der Benutzung der Maschinen, der Möglichkeiten der Aufnahme, des Rechtes der Mitgliederwahl usw. erfüllen,</p>

Suite 2 de "Achat de machines et de matériel à utiliser en coopération"
Fortsetzung 2 "Einkauf von Maschinen zur gemeinschaftlichen Benutzung"

Belgique
Belgien

VI/2637/62-F/D

Bewilligungs- bedingungen (Fortsetzung)	dass die Gewährung der Subventionen betrifft : <ol style="list-style-type: none">1. neue Maschinen, mit der Massgabe, dass sie keine anderen ersetzen, die normalerweise amortisiert sind.2. eventuell gebrauchte Maschinen, wenn sie nicht von Mitgliedern oder anderen Benutzern angeboten werden3. Ersatzmaschinen mit grösserer Leistung. In diesem Falle wird die Subvention für den Differenzbetrag zwischen den Preisen der neuen und der zu ersetzenden Maschine berechnet.
---	--

Objet : Achat de matériel destiné à la fabrication de boissons de fruits
Massnahme : Einkauf von Maschinen und Geräten zur Fruchtsaftherstellung

Région :
Region : BELGIQUE

Source de financement : Budget d'Etat

Finanzierungsquelle : Staatseushalt

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille Fb) Subventionen (in Tausend Fb)			47	14	34	2	3				
Conditions d'allocation :	<p><u>11 septembre 1951</u> - Arrêté royal concernant l'octroi de subsides pour l'achat de matériel destiné à la <u>fabrication de boissons de fruits</u> (Moniteur belge du 28 septembre 1951).</p> <p>1) La subvention est réservée aux Associations professionnelles agricoles et horticoles pour l'achat de matériel mis à la disposition de leurs membres. Les associations professionnelles doivent compter au moins quinze membres.</p> <p>2) Le subside ne peut être octroyé que pour l'achat de matériel susceptible d'être utilisé à tour de rôle par les membres, tel un broyeur ou une presse, à l'exclusion de tout matériel normalement destiné à rester en possession des membres, tels des fûts ou des bouteilles.</p> <p>3) Le subside peut s'élever à 50 p.0: du prix d'achat avec un maximum de 5.000 francs par association professionnelle comptant moins de trente membres, et de 7.500 francs par association professionnelle comptant trente membres ou davantage.</p> <p>4) Le subside est octroyé sur avis du conseiller d'horticulture de l'Etat.</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p>Königlicher Erlass vom 11. September 1951, betreffend die Zuwendung von Subventionen für den Einkauf von Maschinen und Geräten für die Fruchtsaftgewinnung (Moniteur belge vom 28. September 1951).</p> <p>1) Die Subvention ist den landwirtschaftlichen und Gärtnerischen Zusammenschlüssen für den Einkauf von Maschinen und Geräten, die sie ihren Mitgliedern zur Verfügung stellen, vorbehalten. Den Zusammenschlüssen müssen mindestens 15 Mitglieder angehören.</p> <p>2) Die Subvention kann nur für den Einkauf von Maschinen und Geräten vorgesehen werden, die nacheinander von den Mitgliedern genutzt werden, wie z.B. Mühlen und Pressen, mit Ausnahme aller Materialien die normalerweise für den Besitz der Mitglieder bestimmt sind, wie z.B. Fässer und Flaschen.</p> <p>3) Die Subvention kann 50 % des Einkaufspreises betragen, maximal 5.000 Fr. je Vereinigung von weniger als 30 Mitgliedern und maximal 7.500 Fr je Vereinigung mit 30 oder mehr Mitgliedern.</p> <p>4) Die Subvention wird nach Stellungnahme des städtlichen Gartenbauberaters gewährt.</p>										

B I 2 b

VI/2637/62-F/D

Objet : Achat de pulvérisateurs, de poudreuses et de stérilisateurs du sol
Massnahme : Einkauf von Spritzgeräten, Staubegeräten und Bodensterilisatoren

Région : Belgique
 Belgien

Source de financement : Budget d'Etat
Finanzierungsquelle : Staatshaushalt

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille FB) Subventionen (in Tausend Fb)			283	161	282	265	279	135	92	112	-
Conditions d'allocation	<p>22 décembre 1951 - Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions pour l'achat de <u>pulvérisateurs, de poudreuses et de stérilisateurs du sol</u> (Moniteur belge du 11 janvier 1952)</p> <p>1) La subvention est réservée aux sociétés coopératives de cultivateurs, aux groupements professionnels de cultivateurs, aux communes qui achètent ces appareils pour les mettre à la disposition des cultivateurs domiciliés dans la commune.</p> <p>2) La subvention peut s'élever à 25 % du prix d'achat net, sans pouvoir dépasser 20.000 francs.</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p>Königlicher Erlass vom 22. Dezember 1951 betreffend die Zuwendung von Subventionen für den Einkauf von Spritz- und Staubegeräten, sowie Bodensterilisatoren (Moniteur belge vom 11. Januar 1952)</p> <p>1) Die Subvention ist landw. Genossenschaften, Zusammenschlüssen von Landwirten und Gemeinden, die diese Apparate den in ihrer Gemeinde wohnenden Landwirten zur Verfügung stellen, vorbehalten.</p> <p>2) Die Subvention kann 25 % des Nettoeinstandspreises betragen, kann 20.000 Franken nicht übersteigen.</p>										

Région : LUXEMBOURG
 Région

Objet : L'utilisation en commun de machines agricoles
 Massnahme

Gemeinschaftliche Maschinenbenutzung

Source de financement : Budget de l'Etat
 Staatshaushalt

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions en mille F Lux. Subventionen in tausend F Lux	38	193	220	112	165	167	92	100	150	200	503
Conditions d'allocation :	<p>Les subsides ont été accordés à des comices agricoles, caisses rurales et à des associations pour l'utilisation en commun de machines agricoles appelées AMA. Les AMA regroupent au moins cinq personnes. (Elles sont constituées en vertu de l'arrêté grand-ducal du 17 Septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles).</p> <p>Lorsque la réunion de 5 agriculteurs pour l'exploitation commune d'une machine est pratiquement impossible - nombre restreint d'agriculteurs, fermes isolées et éloignées-, des communautés d'intérêts de 3 personnes (liées par simple contrat) peuvent également bénéficier de subventions.</p> <p>Les taux d'allocation pour la période de 1956 à 1960 ont été les suivants :</p> <p>pour les comices agricoles, caisses rurales (surtout petit matériel) 25 % du prix d'acquisition</p> <p>pour les AMA (souvent gros matériel)</p> <p>(presses pick-up, moissonneuses-batteuses, parfois tracteurs etc.) 10 % du prix d'acquisition</p> <p>avec un maximum de 25.000 Frs, pour les moissonneuses-batteuses</p> <p>Les taux de subventionnement peuvent changer au cours des années en fonction du montant du crédit disponible au Budget de l'Etat d'une part, et d'autre part en fonction du nombre de demandes présentées.</p> <p>Ces subventions ont donc été accordées à des associations, sur demande, pour toutes sortes de machines, à l'exception toutefois des batteuses, des pulvérisateurs et des ensileuses.</p> <p>En ce qui concerne les batteuses, les associations de battage actuelles existaient bien avant 1950 et ont été subventionnées en leur temps lors de leur création, ou avaient été dédommagées lors du remplacement de leur matériel à la suite des dégâts causés par la dernière guerre.</p>										

Suite Utilisation en commun de machines agricoles

Bewilligungs-
bedingungen :

Die Subventionen wurden den landwirtschaftlichen Vereinen den ländlichen Kassen und den Vereinigungen für die gemeinschaftliche Maschinenbenutzung, genannt AMA, zur Verfügung gestellt. Die AMA bestehen aus mindestens 5 Personen (Sie wurden eingerichtet aufgrund des grossherzoglichen Erlasses vom 17 Sept. 1945 in Abänderung des Gesetzes vom 27. März 1900 über die Organisation landwirtschaftlicher Zusammenhänge).

Wenn es unmöglich ist, 5 Landwirte zur gemeinsamen Maschinenbenutzung zu vereinigen - geringe Zahl von Landwirten, abseits und vereinzelt gelegene Betriebe - können auch Interessengemeinschaften von 3 Personen, die sich aufgrund eines einfachen Kontraktes zusammengetan haben, die Subvention erhalten.

Die Höhe der Zuwendungen betrug für die Periode von 1956 - 1960 : für die landwirtschaftlichen Vereine, ländlichen Kassen
(vor allem kleine Geräte) 25 % des Anschaffungspreises

für die AMA (oft grosse Maschinen :

pick-up - Pressen, Mährescher,
gelegentlich Schlepper usw.
mit einem Maximum von 25.000 fr. für die
Mährescher

10 % " "

Diese Zuwendungssätze können im Laufe der Jahre wanken unter Massgabe des im Staatshaushalt verfügbaren Betrages und andererseits der eingereichten Anträge.

Diese Subventionen wurden den Zusammenschlüssen auf Antrag für alle Arten von Maschinen mit Ausnahme von Dreschmaschinen, Streugeräten und Gebläsen gewährt.

Die heute bestehenden Dreschgemeinschaften wurden bereits vor 1950 eingerichtet und wurden bei ihrer Gründung subventioniert oder wurden bei der Ersatzbeschaffung für das im Kriege zerstörte Material entschädigt.

Objet : Acquisition, en association, des pulvérisateurs
Massnahme : Gemeinschaftliche Anschaffung von Spritzgeräten

Région : LUXEMBOURG
Region

Source de financement : Budget de l'Etat
Finanzierungsquelle : Staatshaushalt

Subventions	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventionen mille F lux. tausend F lux	95,7	116,8	94,3	181,9	263,5						
Conditions d'allocation :	taux d'aide : 20-25 % du prix d'acquisition. En principe les subventions ont été accordées à des associations (5 participants). Exceptionnellement, lorsque pour des raisons diverses la création d'association n'était pas possible, un nombre d'adhérents moindre a pu obtenir un subside.										
Bewilligungs- bedingungen :	Beihilfe in Höhe von 20-25 % auf den Anschaffungspreis Im Prinzip werden die Beihilfen Zusammenschlüssen (5 Beteiligte) gewährt. Ausnahmsweise, wenn aus verschiedenen Gründen der Zusammenschluss nicht möglich war, konnte auch eine kleinere Zahl von Beteiligten eine Zuwendung erhalten.										

Objet : Utilisation des machines en commun
 Massnahme Gemeinschaftliche Maschinenbenutzung

Région : Pays-Bas
 Region Niederlande

Source de financement : Budget de l'Etat
 Finanzierungsquelle Staatshaushalt

Date de recensement Zählungsdatum	Coopératives existantes Bestehende Genossenschaften	accordés bewilligte	Crédits (Fl.) Zuwendungen	remboursés zurückgezahlte	Total du crédit Zuwendungen insgesamt
1 janvier 1948	23	68.732		11.879	68.732
1 " 1951	4803	1.288.443		45.893	1.277.564
1 " 1956	484	11637.828		77.823	1.30591.935
1 juillet 1959	484	1.637.828			1.560.005

En 1947 le Service des petites exploitations agricoles (Dienst kleine Boerenbedrijven) a créé une réglementation des crédits, prévue pour l'amélioration de l'utilisation des machines en commun. Cette réglementation prévoit l'octroi d'un crédit s'élevant entre 1947 et 1950 au maximum à 50% et entre 1951 et 1955 au maximum à 30% du prix d'achat du matériel. Ce montant est variable selon le nombre des petites exploitations utilisatrices du matériel dans la coopérative.

En cas de vente des matériels subventionnés avant la fin de la durée de l'amortissement, sans les avoir compensés par autres matériels la coopérative est obligée de rembourser le crédit accordé. De même, elle est obligée de le rembourser si un contrôle montre qu'une partie des exploitations participantes appartient à une classe de grandeur d'exploitations qui bénéficie des subventions moindres.

La coopérative ne doit pas rembourser le crédit si le matériel subventionné est amortisé (en général après une période d'utilisation de 10 années) et s'il n'y a pas de pertes dans la comptabilité de la coopérative. Le crédit ne peut pas être utilisé à compenser des pertes passées.

1947 hat der Dienst der kleinen landwirtschaftlichen Betriebe eine Regelung von finanziellen Zuwendungen geschaffen, die für die Förderung der gemeinschaftlichen Maschinenbenutzung bestimmt waren. Nach dieser Regelung konnte diese Zuwendung zwischen 1947 und 1950 maximal 50% und zwischen 1951 und 1955 maximal 35% des Anschaffungspreises betragen, wobei im einzelnen der Anteil der kleinen landwirtschaftlichen Betriebe an der Genossenschaft maßgebend war. - Die Genossenschaft ist vor Ablauf der Amortisationsfrist zur Zurückzahlung der Zuwendung verpflichtet, wenn sie das mit der Beihilfe angeschaffte Material verkaufen will, ohne dafür anderes angeschafft zu haben. Die Zuwendung kann auch zurückgefordert werden, wenn eine Nachkontrolle ergibt, daß ein Teil der beteiligten landwirtschaftlichen Betriebe einer Grössenklasse angehört, für die geringere Zuwendungen geleistet werden als für die, welche angegeben wurden.

Die Genossenschaft braucht die Zuwendung nicht zurückzuzahlen, wenn die Maschinen nach der beim Ankauf vorgesehenen Periode (in der Regel 10 Jahre) verbraucht sind und in der Wirtschaftsrechnung der Genossenschaft keine Verluste festgestellt worden sind. Die Zuwendung kann nicht für den Ausgleich bestehender Verluste verwendet werden.

Objet : Installations frigorifiques et installations de traite
Massnahme : Kühl- und Melkeinrichtungen

Région : République Fédérale d'Allemagne
Region : Bundesrepublik Deutschland

Source de financement : Budget de la République Fédérale et des Länder
Finanzierungsquelle : Bundeshaushalt und Länderhaushalte

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)	-	-	-	-	-	-	2.748	6.500	5.038	5.498	2.100
Conditions d'allocation	<p>En <u>1956 et 1957</u> : en faveur d'installations frigorifiques ou de traite (sans bâtiments) pour les installations individuelles, jusqu'à 15 % sur les fonds fédéraux, pour les installations communautaires jusqu'à 25 %; pour les installations combinées communautaires de traite et de réfrigération (stationnaires et carrossables) jusqu'à 25 % du prix d'achat. A chaque fois, au moins un montant correspondant sur les fonds des Länder. A partir de <u>1958</u> : jusqu'à 25 % sur les fonds fédéraux, ainsi qu'un montant au moins correspondant sur les fonds des Länder, en faveur d'installations frigorifiques ou de traite, soit individuelles soit communautaires, ou en faveur d'installations combinées communautaires de traite et de réfrigération, ou de collecte itinérante (fliegende Annahmen).</p> <p>Conditions à remplir : Exigences précises concernant la qualité du lait et les appareils, ainsi que l'état sanitaire des animaux. Par ailleurs, on part du principe que les installations sont exécutées de telle manière qu'elles puissent servir d'exemple pour la plupart des producteurs.</p> <p>Les chiffres indiqués ci-dessus représentent les fonds d'origine fédérale versés au dernier bénéficiaire. Ils contiennent les montants d'un import égal à celui des taux fédéraux mis en oeuvre - qui, à titre de participation, sont exigés des Länder en vertu des conditions d'octroi particulières.</p>										
Bewilligungsbedingungen	<p><u>1956 und 1957</u> : für Kühl- und Melkeinrichtungen (ohne Bauten) bei Einzelanlagen bis zu 15 % Bundeszuschuss, bei Gemeinschaftsanlagen bis zu 25 %; für kombinierte gemeinschaftliche Melk- und Kühleinrichtungen (stationär und fahrbar) bis zu 25 % Bundeszuschuss. Aus Landesmitteln jeweils mindestens entsprechender Betrag; <u>ab 1958</u> : aus Bundesmitteln bis 25 %, aus Landesmitteln mindestens entsprechender Betrag, sowohl für Einzel- als auch für Gemeinschaftsanlagen von Kühl- und Melkeinrichtungen bzw. kombinierten gemeinschaftl. Melk- und Kühleinrichtungen, bzw. fliegenden Annahmen.</p> <p>Voraussetzungen sind : bestimmte Anforderungen an die Qualität der Milch und der Apparatur, den Gesundheitszustand der Tiere. Im Übrigen wird davon ausgegangen, dass die Anlagen so erstellt werden, dass sie für eine Mehrzahl von Erzeugern beispielhaft wirken.</p> <p>Bei den angegebenen Zahlenwerten handelt es sich um die an den Letztempfänger ausgezahlten Bundesmittel. Die nach Massgabe der besonderen Bewilligungsbedingungen geforderte Landesbeteiligung in gleicher Höhe der in Anspruch genommenen Bundesmittel ist in obigen Zahlen enthalten.</p>										

Objet : Achat d'appareils pour le refroidissement du lait à la ferme
 Massnahme : Einkauf von Maschinen zur Milchkühlung auf dem Hofe

Région : BELGIQUE
 Region

Source de financement : Budget de l'Etat
 Finanzierungsquelle : Staatshaushalt

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions en mille F.B		74	78	94	135	165	468	214	291	268	242
Conditions d'allocation :	<p><u>3 août 1951</u> - Arrêté royal relatif à l'octroi d'une subvention destinée à encourager l'achat d'appareils pour le <u>refroidissement du lait à la ferme</u> (Moniteur belge du 12 août 1951)</p> <p>1) La subvention est réservée aux détenteurs de vaches laitières. 2) Elle s'élève à 25 p.c. du prix net d'achat d'un appareil refroidisseur à ruissellement cu à courant d'eau ou d'un appareil similaire. Elle s'élève à 10 p.c. du prix net d'achat d'une installation de refroidissement de lait, comportant un compresseur frigorifique, cu d'une installation similaire.</p> <p>Les subventions ne peuvent toutefois dépasser respectivement 500 Francs et 2.000 francs par bénéficiaire; elles ne sont octroyées que pour autant qu'elles ne soient pas inférieures à 100 francs.</p>										
Bewilligungsbedingungen :	<p>Königlicher Erlass vom 3. August 1951 betreffend die Gewährung einer Subvention, mit deren Hilfe die Anschaffung von Milchkühleinrichtungen auf dem Hofe gefördert werden soll. (Moniteur belge vom 12. August 1951)</p> <p>1) Die Subvention ist den Besitzern von Milchkuhen vorbehalten. 2) Sie beträgt bis zu 25 % des Netto-Einkaufspreise für eine Kühleinrichtung mit Berieselung oder mit fließendem Wasser oder einer ähnlichen Einrichtung.</p> <p>Sie beträgt bis zu 10 % des Netto-Einkaufspreises für eine Milchkühleinrichtung mit Kältekompressor oder eine ähnliche Anlage. Die Subventionen können in jedem Falle 500 oder 2.000 Fr ja Anwendungsempfänger überschreiten. Sie werden nur gewährt, wenn sie nicht weniger als 100 Fr ausmachen.</p>										

Objet : Matériel d'entretien des fossés
Massnahme : Grabenräumgeräte

Région : République Fédérale d'Allemagne
Region : Bundesgebiet

Source de financement : Budget de la République Fédérale
Finanzierungsquelle : Bundeshaushalt

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)	-	-	-	-	-	-	-	378	423	314	65
Conditions d'allocation	<p>Les associations syndicales "Eaux et terres" (Wasser- und Bodenverbände) ainsi que d'autres organismes de droit public, dont les statuts sont basés sur l'intérêt général (jusqu'en 1959 inclus également les entrepreneurs des travaux agricoles ainsi que les organisations et coopératives agricoles) peuvent obtenir des subventions à concurrence de 20 % des frais d'acquisition, pour certains types d'équipements neufs d'entretien des fossés, à condition que ces équipements aient donné de bons résultats en pratique, qu'il existe pour eux des possibilités d'utilisation suffisantes et qu'ils soient employés exclusivement à des travaux d'entretien. Pour ce matériel, il existe une obligation de faire un rapport sur sa mise en service et sa rentabilité.</p> <p>En cas de mise hors service ou de vente dans un délai inférieur à 3 ans, ou de dérogation aux conditions d'utilisation en cause, la subvention doit être remboursée (Mesure sur la base du "Plan Vert").</p> <p>Les chiffres indiqués représentent les fonds d'origine fédérale, versés au dernier bénéficiaire.</p>										
Bewilligungs- bedingungen	<p>Wasser- und Bodenverbände und sonstige Körperschaften des öffentlichen Rechts, in deren Satzung die Gemeinnützigkeit festgelegt ist (bis einschliesslich 1959 auch landw. Lohnunternehmer sowie landw. Verbände und Genossenschaften), können für den Ankauf bestimmter Arten fabrikneuer Grabenräumgeräte, die sich in der Praxis bereits bewährt haben, eine Beihilfe von bis zu 20 % der Anschaffungskosten erhalten, wenn für die Geräte in genügendem Umfang Arbeitsmöglichkeiten vorhanden sind und die Geräte nur für Unterhaltungsarbeiten eingesetzt werden. Verpflichtung zur Berichterstattung über Einsatz und Wirtschaftlichkeit des Gerätes.</p> <p>Werden die Geräte vor Ablauf von 3 Jahren stillgelegt oder veräussert oder zweckwidrig eingesetzt, muss die Beihilfe zurückgezahlt werden. (Massnahme nach "Grüner Plan").</p> <p>Bei den angegebenen Zahlenwerten handelt es sich um die an den Letztempfänger ausgezahlten Beträge.</p>										

Objet : Installations-pilote de la protection contre le gel
Massnahme : Beispielsfrostschutzanlagen

Source de financement : Budget de la République Fédérale d'Allemagne
Finanzierungsquelle : Bundeshaushalt

Région : Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatin,
 Sarre - Allemagne
Region : Baden-Wurtemberg, Rheinland-Pfalz,
 Saarland - B.R. Deutschland

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)	-	-	-	-	-	-	-	-	343	105	137
Conditions d'allocation	<p>Subventions à concurrence de 30 % de la valeur d'achat des équipements techniques destinés aux installations de chauffage (antigel) utilisées en commun ou par des coopératives, équipements qui, en règle générale, ont été contrôlés et approuvés par l'Institut fédéral de biologie pour l'agriculture et la sylviculture (Biologische Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft).</p> <p>Les chiffres indiqués représentent les fonds d'origine fédérale versés au dernier bénéficiaire.</p>										
Bewilligungs- bedingungen	<p>Beihilfe bis zu 30 % des Anschaffungswertes der technischen Einrichtung von genossenschaftlich oder gemeinschaftlich benutzten Beheizungsanlagen, die in der Regel von der Biologischen Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft geprüft und anerkannt sind.</p> <p>Bei den angegebenen Zahlenwerten handelt es sich um die an den Letztempfänger ausgezahlten Beträge.</p>										

Objet : Silos de fourrage vert, Installations de séchage, des distributeurs de purin
Massnahme Grünfuttersilos, Unterdachrocknungsanlagen, Gülleanlagen

Région : République Fédérale de l'Allemagne
Region Bundesgebiet

Source de financement : Budget de la République Fédérale
Finanzierungsquelle Bundeshaushalt

Forme des aides	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions (en mille DM) (in Tausend DM)	-	-	-	-	-	-	3.000	11.290	21.104	12.883	11.366
Conditions d'allocation	<p>cf. annexe, modèle 1959 . Les chiffres indiqués ci-dessus représentent les fonds d'origine fédérale versés au dernier bénéficiaire. Il n'est pas possible de scinder les mesures intéressant le bâtiment des travaux concernant les installations techniques.</p>										
Bewilligungs- bedingungen	<p>siehe Anlage, Muster 1959 . Bei den angegebenen Zahlenwerten handelt es sich um die an den Letztempfänger ausgezahlten Bundesmittel. Eine Trennung von baulichen Maßnahmen und technischen Einrichtungen ist nicht möglich.</p>										

Suite de la page 34 "CONDITIONS D'ALLOCATION".

Conditions
d'allocation

- a) Silos à fourrages verts : Subventions à concurrence de 15 DM par m³ de volume bâti (50 % du total des frais toit non compris au maximum) en faveur de petites et moyennes exploitations agricoles, possédant 10 vaches au maximum ; en faveur des exploitations productrices de fourrages (plus de 60 % de la SAU consacrés à la culture de fourrages à titre de culture principale) possédant 20 vaches au maximum, et en faveur des élevages ovins transhumants comportant l'engraissement de moutons. Exigences particulières à satisfaire concernant la qualité des matériaux utilisés et l'exécution de la construction (maximum en général 3.000 DM par exploitation).
- b) Matériel pour grenier-séchoirs : (Séchage complémentaire des fourrages grossiers au moyen d'air frais). Subventions exclusivement en faveur des exploitations productrices de fourrages (cf. ci-dessus) mais sans limitation du nombre de vaches. Les souffleries utilisées doivent avoir été soumises au contrôle de la DLG. Autres exigences concernant les installations techniques et leur exécution. Le montant de la subvention sera fixé en fonction du prix de la soufflerie et des accessoires techniques nécessaires et peut atteindre jusqu'à 40 % du coût réel (sur la base de pièces justificatives) de la soufflerie (moteur compris), du contracteur électrique du thermomètre de contrôle et de l'hygromètre ; toutefois, elle ne pourra dépasser 800 DM par exploitation.
- c) Installations pour lizier : (Installations combinées (machines et bâtiments) pour la préparation, la production et la distribution du lizier). Subventions exclusivement en faveur des exploitations productrices de fourrages sans limitation du nombre de vaches. Le montant de ces subventions est fixé en fonction du coût réel (documents justificatifs à l'appui) des installations mécaniques (machines) à concurrence de 15 DM par m³ de citerne et de 30 % du coût des installations mécaniques (machines) ; toutefois sans dépasser 3.000 DM par exploitation.

Bewilligungs-
bedingungen

- a) Grünfuttersilos : Zuschüsse in Höhe bis zu 15,- DM/cbm umbauten Raum (Höchstens bis zu 50 % der Gesamtkosten ohne Dach) an klein- und mittelbäuerliche Betriebe mit bis zu 10 Kühen sowie an Futterbaubetriebe (mehr als 60 % Futteranteil der LN als Hauptfrucht) mit bis zu 20 Kühen und an Wanderschäferbetriebe mit Lämmermast. Besondere Anforderungen an die Qualität des verwendeten Materials und die Ausführung (Höchstens je Betrieb im allg. 3.000 DM).
- b) Unterdachungsanlagen (Nachtrocknung von Rohfutter mittels Frischluft). Beihilfen nur an Futterbaubetriebe (s. o.) jedoch ohne Begrenzung der Kuhzahl. Die verwendeten Gebläse müssen DLG-geprüft sein. Weitere Anforderungen an die technischen Einrichtungen und die Ausführung. Die Beihilfe ist nach den Kosten des Gebläses und des erforderlichen technischen Zubehörs zu bemessen und kann bis zu 40 % der nachgewiesenen Kosten für Gebläse (einschl. Motor), Motorschutzschalter, Stechthermometer und Hygrometer, jedoch je Betrieb nicht mehr als 800 DM,-- betragen.

- c) Gülleanlagen : (Komb. bauliche und maschinelle Einrichtungen zur Bereitung, Ausbringung und Verteilung der Gülle). Beihilfen nur an Futterbaubetriebe, ohne Begrenzung der Kuhzahl, bemessen nach dem Fassungsvermögen des erstellten Grubenraumes und nach den nachweisbaren Kosten der maschinellen Einrichtung bis zu 15,- DM je cbm Grubenraum und bis zu 30 % der Kosten für die maschinelle Einrichtung, jedoch je Betrieb nicht mehr als 3.000 DM.

Objet : L'achat des ensileuses pour fourrages verts
 Massnahme Einkauf von Grünfüttergebläsen

Région Luxembourg
Region

Source de financement : Fonds Marshall
 Finanzierungsquelle

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Subventions en mille F lux. in tausend F lux							59,8	658	372	22	29,5
Conditions d'allocation	<p>Subventions accordées à l'occasion d'une campagne pour la propagation de l'ensilage des fourrages verts, entreprise par le Service de la Vulgarisation agricole. En principe, les subventions ont été accordées à des associations (5 participants). Exceptionnellement lorsque pour des raisons diverses, la création d'association n'était pas possible, un nombre d'adhérents moindre a pu obtenir un subside.</p> <p>Le taux était de 33 1/3 % du prix d'acquisition de la machine avec un maximum de 12.000 fr pour 3 exploitants et plus 10.000 fr " 2 exploitants 6.000 fr " 1 exploitant</p>										
Bewilligungs- bedingungen	<p>Die Beihilfen wurden im Zusammenhang mit einer Aktion zur Propagierung der Silierung von Grünfütter, die vom Beratungsdienst durchgeführt wird, eingeführt.</p> <p>Im Prinzip werden die Subventionen an Zusammenschlüsse (5 Beteiligte) gezahlt. Ausnahmsweise, wenn aus verschiedenen Gründen die Errichtung eines Zusammenschlusses nicht möglich ist, kann auch eine geringere Zahl von Beteiligten eine Zuwendung erhalten.</p> <p>Der Beihilfesatz betrug 33 1/3 % des Anschaffungspreises mit einem Maximum von 12.000 fr für 3 und mehr Landwirte 10.000 fr " 2 Landwirte 6.000 fr " 1 Landwirt.</p>										

PARTIE C - TEIL C

AIDES FINANCIERES POUR L'ACHAT DE CARBURANTS

FINANZIELLE HILFEN DES STAATES FÜR DEN EINKAUF VON TREIBSTOFFEN

Produit : Gas-oil - Dieselkraftstoff

Région : République Fédérale de l'Allemagne
Bundesrepublik Deutschland

Dépenses totales (en milliers DM - in Tausend DM)
Gesamtausgaben

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
I. Subventions destinées à la réduction des prix Direkte Zuschüsse zur Preisermäßigung	20.000 ^{x)}	20.000	20.000	20.000	1.670	-	-	-	-	-
II. Perte de revenu par suite des droits de douane non perçus ou des réductions de droits de douane Einnahmeausfall durch nicht erhobene oder ermässigte Zölle	-	-	-	-	-	31.800	46.700	50.400	55.800	64.900
III. Perte de revenu par suite des impôts non perçus ou des réductions d'impôts Einnahmeausfall durch nicht erhobene oder ermässigte Steuern	-	-	-	-	45.600 ^{xx)}	85.700	91.900	105.400	115.500	148.800
Total Insgesamt	20.000	20.000	20.000	20.000	47.270	117.500	138.600	155.800	171.300	213.700

x) à partir du 1er avril 1951 - ab 1. April 1951

xx) à partir du 1er mai 1955 - seit 1. Mai 1955

Remarques : L'impôt sur les huiles minérales, perçu sur le gasoil (dieseloil) s'élevait à partir du 1er mai 1955 à DM. 15,30/100 l et dès le 1er avril 1960 à DM 19,30/100 l. Ce taux a été entièrement restitué à l'agriculteur. Juridiquement ce remboursement avait été fondé sur la loi du 6 avril 1955 pour le financement du trafic et sur la loi du 28 mars 1960 pour le financement de la construction des routes.

Conformément à la loi agricole du 5 septembre 1955 l'agriculture est exemptée des droits de douane et de la "Umsatzgleichsteuer" généralement perçue sur les dieseloils. Il sera perçu sur le gasoil importé de l'étranger un droit de douane de DM 10,96/100 l. (N° 2710 du Tarif de Douane Allemand).

Etant donné que la République Fédérale d'Allemagne couvre environ 25 % de ses besoins en huile minérale par sa production nationale, le taux moyen des droits de douane perçus sur la consommation totale en gasoil a varié, suivant le pourcentage du gasoil produit à l'intérieur du pays, vis-à-vis de la production totale, de DM. 7,20 à DM. 7,80/100 l. Ces taux moyens ont été restitués à l'agriculteur. Le taux moyen de la "Umsatzgleichsteuer", perçu seulement sur le produit fini, i.e. le dieseloil, s'élève à DM. 0,10/100 l. La somme des deux montants a été indiquée dans le tableau sous le N° II droits de douane.

En ce qui concerne les subventions directes, la réduction des prix par litre a été comme suit :

1951	10,2 Dpfg.
1952	7,5 "
1953	6,2 "
1954	5,0 "
1955	5,0 "

.../...

Les chiffres indiqués dans le tableau représentent les montants effectivement payés à l'agriculture pour les quantités de gasoil consommées dans les différentes années.

Bemerkungen : Die Mineralölsteuer, die auf Gasöl (Dieselkraftstoff) erhoben wurde, betrug ab 1.5.1955 15,30 DM/100 l und ab 1.4.1960 19,30 DM/100 l. Dieser Steuersatz wurde in vollem Umfange an den Landwirt zurückvergütet. Die gesetzliche Grundlage hierzu bildet das Verkehrsfinanzgesetz vom 6.4.1955 und das Strassenbaufinanzierungsgesetz vom 28. März 1960. Nach dem Landwirtschaftsgesetz vom 5.9.1955 ist die Landwirtschaft von der durchschnittlichen Belastung des Dieselkraftstoffs mit Zoll und Umsatzausgleichsteuer freigestellt. Aus dem Ausland eingeführtes Gasöl ist mit einem Zoll (Nr. 2710 des Deutschen Zolltarifs 1961) von 10,96 DM/100 l belastet. Da die Bundesrepublik etwa 25 vH ihres Mineralölbedarfs aus der Eigenförderung deckt, schwankte in den Jahren 1956 - 1960 die durchschnittliche Zollbelastung des insgesamt verbrauchten Gasöls zwischen 7,20 und 7,80 DM/100 l, entsprechend dem jeweiligen Anteil des aus deutscher Förderung gewonnenen Gasöls am Gesamtaufkommen. Diese Durchschnittssätze wurden dem Landwirt erstattet. Die Belastung durch Umsatzausgleichsteuer, die nur auf dem importierten Fertigprodukt Dieselkraftstoff ruht, beträgt im Durchschnitt 0,10 DM/100 l. Diese beiden Beträge sind in der Tabelle unter II, Zelle zusammengefasst.

Bei den direkten Zuschüssen betrug die Preisermässigung je Liter

1951	10,2 Dpfg.
1952	7,5 "
1953	6,2 "
1954	5,0 "
1955	5,0 "

Bei den in der Tabelle angegebenen Zahlenwerten handelt es sich um die tatsächlich an die Landwirtschaft ausgezahlten Beträge für das in den einzelnen Jahren verbrauchte Gasöl.

.../...

Région : France
Region : Frankreich

L'Etat français n'accorde aucune aide financière sous quelque forme que ce soit aux agriculteurs pour l'achat des lubrifiants dont ils ont besoin.

Pour les besoins de certaines catégories d'utilisateurs dont les agriculteurs et pour les besoins des matériels agricoles "DIESEL" ou "SEMI-DIESEL" de ces derniers, l'Etat vend librement (sans ticket, sans contingentement) un fuel oil domestique coloré à 0 21 NF le litre. (Les camions DIESEL routiers ne tendent pas d'utiliser ce carburant coloré, le gas oil est vendu en moyenne 0 67 (64,4 à 67,4 NF) car les risques et les frais de poursuites judiciaires sont trop grands, dans ces conditions, si la fraude est constatée).

En outre, l'Etat attribue aux agriculteurs, sur justification de leurs besoins, des tickets nominatifs leur permettant de se procurer de l'essence partiellement détaxée et du pétrole partiellement détaxé.

L'Etat accorde une détaxe de 0,42 NF à l'agriculteur par litre d'essence (la taxe d'Etat sur un litre d'essence est 0,6579 NF par litre). Pour le pétrole, l'Etat consent une détaxe de 0,12 NF à l'agriculteur. On accorde actuellement, en fonction du parc à essence ou à pétrole de l'agriculteur, 65 litres par hectare motorisé (1) et par an de carburants détaxés. On admet que cette attribution couvre à peu près 70 % des besoins réels.

Evaluation pour 1960 des moins-values fiscales dues à la détaxation, des carburants.

Essence à - 0,42 NF		Pétrole à - 0,12 NF		TOTAL en NF	Total complet avec le reliquat des tickets de 1958 et de 1959 en NF
LITRES	MONTANTS	LITRES	MONTANTS		
492 037 860	206 655 901,20	25 706 840	3 084 820,80	209 740 722, 00	212 760 715, 80

(1) les surfaces réelles sont préalablement affectées de coefficients tenant compte d'une part de la nature des cultures et d'autre part de la nature des terres.

Région : France
 Region : Frankreich

Der französische Staat gewährt keinerlei finanzielle Hilfe an die Landwirtschaft für den Einkauf von Schmierstoffen.

Für den Bedarf einiger Verbraucherkreise, darunter der Landwirtschaft, und für den Bedarf an DIESEL und HALBDIESEL für den Antrieb landwirtschaftlicher Maschinen verkauft der Staat frei (ohne Bezugschein, ohne Kontingentierung) einen gefärbten Dieseldieselkraftstoff zum Preise von 0,21 NF je Liter (Besitzer von Dieselgetriebenen Lastkraftwagen wagen nicht, diesen gefärbten Treibstoff zu verwenden, - Gasöl wird durchschnittlich zu 0,67 NF (64,4 à 69,4 NF) verkauft, weil das Risiko und die Kosten der gerichtlichen Verfolgung unter diesen Bedingungen zu groß sind, wenn der Betrug aufgedeckt wird).

Weiterhin teilt der Staat den Landwirten gegen Nachweis des Bedarfs auf ihren Namen ausgestellte Bezugscheine zu, die es ihnen ermöglichen sich teilweise steuerermäßigtes Benzin und teilweise steuerermäßigtes Petroleum zu verschaffen.

Der Staat gewährt dem Landwirt eine Steuerermäßigung von 0,42 NF je Liter Benzin (die staatl. Steuer für einen Liter Benzin beträgt 0,6578 NF) Für Petroleum beläuft sich die dem Landwirt gewährte Steuerermäßigung auf 0,12 NF. In Anlehnung an den augenblicklich vorhandenen Park an Benzin- und Petroleumschleppern werden je Jahr und je Ha (1) motorisierter Fläche 65 Liter dieser Steuerermäßigten Treibstoffe gewährt. Man geht davon aus, daß diese Menge etwa 70 % des tatsächlichen Bedarfs deckt.

Schätzung für 1960 des Einnahmehausfalls bei Steuern aufgrund der Steuerermäßigung von Treibstoffen

Benzin zu 0,42 NF		Petroleum zu 0,12 NF		gesamt in NF	gesamt einschließlich des Restes an Bezugscheinen aus den Jahren 1958 und 1959 in NF
LITER	BETRAG	LITER	BETRAG		
492 037 860	206 655 901,20	25 706 840	3 084 820,80	209 740 722,00	212 760 715, 80

(1) Die tatsächlichen Flächen wurden vorher mit Hilfe von Koeffizienten bestimmt, die einerseits die Art der Kulturen und andererseits die Bodenart berücksichtigen.

Produit : Pétrole - Petroleum

Région : Italie - Italien

Dépenses totales (en milliers de Lires
Gesamtausgaben (in Tausend Lire)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Perte de revenu par suite des impôts non perçus ou des réductions d'impôts Einnahmeausfall durch nicht erhobene oder ermässigte Steuern	10.558.340	12.072.457	14.121.481	13.042.327	12.585.091	12.219.413	11.294.505	10.426.600	10.492.513	10.106.528	9.480.994

Remarque : Base juridique pour les taxes à la production et sur le chiffre d'affaires: la loi no 878 du 3 décembre 1953, modifiée par la loi n° 2 du 31 janvier 1954.

La taxe à la production est suspendue totalement.

En ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires la partie relative au montant de la taxe à la production est suspendue totalement.

Bemerkung : Juristische Basis für die Fabrikations- und die Umsatzsteuer : Gesetz no. 878 vom 3. Dezember 1953, geändert durch Gesetz nr 2 vom 31.1.54

Die Fabrikationssteuer ist vollständig erlassen.

Von der Umsatzsteuer wird der der Fabrikationssteuer entsprechende Teil vollständig erlassen.

Produit : Gas-oil - Dieselkraftstoff

Région : Italie - Italien

Dépenses totales (en milliers de Lires - in Tausend Lire)
Gesamtausgaben

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Perte de revenu par suite des impôts non perçus ou des réductions d'impôts Einnahmeausfall durch nicht erhobene oder ermässigte Steuern.	5.475.508	7.170.501	9.474.301	12.047.663	19.605.092	23.052.627	26.303.478	27.037.393	29.451.227	30.720.846	29.405.254

Remarque : Base juridique pour les taxes à la production et sur le chiffre d'affaires : la loi n° 878 du 3 décembre 1953, modifiée par la loi n° 2 du 31 janvier 1954

La taxe à la production est suspendue totalement.

En ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires, la partie relative au montant de la taxe à la production est suspendue totalement.

Bemerkung : Juristische Basis für die Fabrikations- und die Umsatzsteuer : Gesetz no. 878 vom 3. Dezember 1953, geändert durch Gesetz no 2 vom 31.1.1954

Die Fabrikationssteuer ist vollständig erlassen.

Von der Umsatzsteuer wird der der Fabrikationssteuer entsprechende Teil vollständig erlassen.

PARTIE D - TEIL D

TOTAUX DES RESULTATS

ZUSAMMENGEFASSTE ERGEBNISSE

.../...

TOTAUX POUR LES SIX PAYS
ZUSAMMENGEFASSTE ERGEBNISSE

1) pour l'achat du matériel
1) für den Einkauf von Maschinen

I. Subventions - Subventionen (en milliers d'unités monétaires - in Tausend Währungseinheiten)

		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
a) total - insgesamt												
Deutschland	DM	-	-	20,0	45,0	356,0	463,0	8.517,3	25.859,0	38.034,9	29.309,8	21.111,6
Subventionen-Subventions												
Zinsverbilligungsmittel						32,0	40,0	95,8	603,0	1.274,0	1.707,0	1.366,0
bonification d'intérêt												
Total - insgesamt				20,0	45,0	388,0	503,0	8.613,1	26.462,0	39.308,9	31.016,8	22.477,6
Belgique - België	Fb	-	1.500,0	2.300,0	1.700,0	2.400,0	2.900,0	3.000,0	2.200,0	1.800,0	1.300,0	1.300,0
France	NF	-	-	-	-	130.000,0	200.000,0	280.000,0	310.000,0	370.000,0	210.000,0	200.000,0
Italia	Lire	87.762,-	232.650	366.743,-	745.774	716.588,-	694.590,-	1030.034,-	822.082,-	1228.977,-	738.373,-	782.149,-
Luxembourg	F	133,7	309,8	314,3	293,9	428,5	167,0	690,0	758,0	522,8	222,0	532,5
Nederland	Fl	-	1.276,6					1.591,9			1.560,0	
b) par je 100 ha SAC LN												
Deutschland	DM	-	-	0,14	0,32	3	4	60	186	276	218	159
y compris bonif.d'intérêt												
einschl.Zinsverbilligung												
Belgique - België	Fb	-	84,-	131,-	97,-	138	168	173	128	105	75	76
France	NF	-	-	-	-	390	598	816	903	1.076	611	581
Italia	Lire	426,-	1.127,-	1.764,-	3.580,-	3.434	3.322	4.915	3.922	5.856	3.521	3.737
Luxembourg	F	0,93	217,-	220,-	210,-	302,-	118	489	541	373	161	415
c) en DM par/je												
In												
100 ha SAC/LN												
Deutschland	DM	-	-	0,14	0,32	3	4	60	186	276	218	159
Belgique - België	DM	-	7	11	8	12	14	15	11	9	6	6
France	DM	-	-	-	-	470	720	983	854	1076	520	495
Italia	DM	3	8	12	24	23	22	33	26	39	24	25
Luxembourg	DM	0,07	18	20	18	25	10	41	45	31	12	35
Nederland	DM	-	60					76			75	

x) sans la Sarre - ohne Saar.

II. Prêts - Kredite (en milliers d'unités monétaires - In Tausend Währungseinheiten)

		1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
a) <u>total - insgesamt</u>												
Deutschland ^{x)}	DM	23.758	18.033	46.805	289	11.348	40		172	552	8.079	10.770
zinsverbilligte Kapitalmarktmittel						30.570	59.490	36.787	77.520	102.327	34.115	-
total - insgesamt		23.758	18.033	46.805	289	41.918	59.530	36.787	77.692	102.882	42.194	10.770
Belgique-België	Fb	-	82.100	118.900	154.000	173.200	196.600	207.500	227.900	210.300	269.200	-
France (CNCA)	NF	-	119.000	120.000	150.000	143.000	191.000	305.000	410.000	371.000	450.000	500.000
Italia	Lire	-	-	-	15.811.088	17.231.588	18.361.898	16.376.690	16.884.345	21.063.138	21.964.944	26.315.291
b) <u>par 100 ha SAC</u> <u>je LN</u>												
Deutschland ^{x)}	DM	169	128	329	2	294	418	258	545	723	297	76
Belgique-België	Fb	-	4.610	6.767	8.775	9.943	11.358	11.994	13.258	12.213	15.516	-
France	NF	-	357	360	450	428	571	889	1.195	1.079	1.308	1.453
Italia	Lire	-	-	-	75.898	82.570	87.822	78.140	80.551	100.371	104.746	125.718
c) <u>en DM par</u> <u>je</u> <u>100 ha SAC</u> <u>LN</u>												
Deutschland ^{x)}	DM	169	128	329	2	294	418	258	545	723	297	76
Belgique-België	DM	-	387	568	737	835	954	1.007	1.113	1.025	1.303	-
France	DM	-	430	434	542	516	688	1.071	1.328	1.079	1.113	1.236
Italia	DM	-	-	-	510	555	590	525	541	674	704	845

x) sans la Sarre - ohne Saar

TAUX DE CHANGE UTILISES - ANGEWANDTE UMRECHNUNGSKURSE

<u>France</u> :	1950 - 1956	NF	=	1,20 DM
	1957	NF	=	1,40 DM
	1959 - 1960	NF	=	0,851 DM
<u>Italia</u> :	.....	100 Lire	=	0,672 DM
<u>Belgique/België/Luxembourg</u> :	.....	100 Fb/F1	=	8,40 DM
<u>Nederland</u> :	.....	100 fl	=	110,50 DM

Ont déjà paru dans la série « Conditions de production de l'agriculture »:

	Numéros	Date	N° du document	Langues
- Principales conditions de production de l'agriculture des pays membres de la C.E.E. (1) (2 tomes et annexes)	1	mai 1960	VI/208/60	F
- Etude préliminaire à la mise en place d'un réseau d'information sur la situation et l'évolution des exploitations agricoles dans la C.E.E. (1)	2	mai 1961	VI/3113/61	F. D. (2)
- Terminologie utilisée en économie de l'entreprise agricole dans les pays membres de la C.E.E. (1)	3	juin 1961	VI/3471/61	F/D (3)
- Aspects structurels de l'agriculture des pays susceptibles de devenir membres ou associés de la C.E.E.	4	octobre 1961	VI/6033/61	F
- Synthèse et résultats d'études monographiques	5A	janvier 1962	VI/8333/61	F
- Organisation d'études monographiques	5B	janvier 1962	VI/8334/61	F
- Monographie de la grande région agricole C.E.E. n° 5 (Benelux),	5C	janvier 1962	VI/3754/61	F
- Monographie de la grande région agricole C.E.E. n° 15 (R.F. Allemagne)	5D	janvier 1962	VI/8336/61	F
- Monographie de la grande région agricole C.E.E. n° 17 (France)	5E	janvier 1962	VI/5853/60	F
- Monographie de la grande région agricole C.E.E. n° 27 (Italie)	5F	janvier 1962	VI/8335/61	F
- Quelques aspects du développement structurel dans l'agriculture et les régions rurales aux Pays-Bas	6	mars 1962	VI/6178/60	F. N. (4)
- Quelques aspects du développement structurel dans l'agriculture et les régions rurales en Belgique	7	avril 1962	VI/2281/62	F
- Aspects du développement structurel de l'agriculture au grand-duché de Luxembourg	8	mai 1962	VI/2281/62	F
- Les comptes économiques de l'agriculture française	9	juin 1962	VI/3201/62	F
- Aspects du développement structurel de l'agriculture en Italie	10	septembre 1962	VI/6620/61	F
- Aspects du développement structurel de l'agriculture en France. Evolution de la superficie des exploitations	11	septembre 1962	VI/3914/62	F
- Quelques aspects du développement structurel dans l'agriculture et les régions rurales de la République fédérale d'Allemagne	12	novembre 1962	VI/6760/62	F

Ont déjà paru dans la série « Les structures agricoles dans la C.E.E. »:

- Coût de l'assurance contre certains risques agricoles dans les pays de la C.E.E.	13	novembre 1962	VI/8985/62	F
- Le coût du crédit agricole dans les pays de la C.E.E.	14	mars 1963	VI/10574/62	F. D. (2)
- Les investissements de l'agriculture dans la C.E.E. pour la mécanisation	15	mars 1963	VI/2932/62	F/D (3)

(1) Ces études n'ont pas paru sous la présentation actuelle.

(2) F. D. = étude ayant fait l'objet d'une publication en français et d'une publication en allemand.

(3) F/D = étude bilingue français-allemand.

(4) L'étude a été publiée en néerlandais dans une autre série.